



Références ● Organisation et budget de la JICA

Profil de la JICA	136
Organisation	138
Histoire de la JICA (1947-2006)	141
Budget	142
États financiers	143
Réseau à l'étranger	147
Aperçu des antennes régionales	149
Actualité de la coopération internationale durant l'exercice 2005 ..	150
Terminologie de l'aide au développement et de la JICA	151
Bibliographie de l'APD (établie par la JICA)	156

Profil de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)

■ Contexte historique

Avec son ralliement au plan de Colombo en 1954, le Japon a commencé à apporter une coopération technique aux pays en développement. Durant la période de reconstruction qui a suivi les ravages de la deuxième guerre mondiale, il a regagné sa place dans la communauté internationale en rejoignant les Nations unies en 1956. Événement historique, l'adhésion au plan de Colombo a marqué le début du retour du Japon dans la communauté internationale et démontré sa capacité à apporter une coopération technique. Cette coopération s'est traduite à l'origine par l'accueil de participants à des formations techniques et l'envoi d'experts dans les pays d'Asie à la demande de l'Association Japon-Asie. Avec le développement de l'économie et de la société japonaises, l'attente d'une coopération renforcée s'est accrue. L'Agence a alors élargi son champ d'action au Moyen-Orient, à l'Afrique et à l'Amérique latine, et ses interventions ont pris de l'ampleur chaque année.

Pour donner plus d'efficacité au transfert de technologie, il a été décidé vers 1955 d'adopter un système combinant diverses formes de coopération auparavant assurées individuellement, telles que l'accueil de participants à des formations techniques, l'envoi d'experts et la fourniture d'équipements. En modernisant les installations, telles que les instituts de recherche et les établissements d'enseignement, les sites de transfert technologique, mais aussi les équipements, l'aide financière a permis de mieux planifier la coopération technique.

En 1962, alors que les programmes de coopération étaient en pleine expansion, l'Agence de coopération technique à l'étranger (OTCA) a été instituée afin d'assurer de manière rationnelle et exhaustive les diverses activités alors mises en œuvre par des organismes d'exécution distincts. La création de cette agence a permis d'harmoniser la mise en œuvre des programmes de coopération technique. D'autre part, l'entrée en vigueur du traité de San Francisco en 1952 a marqué la reprise des programmes d'émigration. L'émigration s'étant ralentie par la suite, l'aide s'est progressivement orientée vers les communautés japonaises déjà implantées à l'étranger. La création du Service d'émigration japonais en 1963 permit d'assurer régulièrement à la fois les deux missions.

La forte croissance économique au Japon dans les années 1960 et 1970 a entraîné une augmentation de l'aide en volume et divers débats sur la manière de l'assurer au mieux. Et l'idée est née d'instituer une organisation spécialement pour assurer la réalisation des programmes de coopération internationale de manière intégrée. En 1974, il a été décidé de créer l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et de l'investir des responsabilités précédemment prises en charge par l'OTCA, le Service japonais d'émigration, l'Association pour le développement agricole à l'étranger, ainsi que d'une partie des responsabilités de la Société japonaise pour le développement à l'étranger (JODC).

La loi portant création de la nouvelle Agence est la loi n° 62 entérinée en mai 1974 et la JICA a été officiellement fondée le 1^{er} août de la même année avec le statut d'institution publique spéciale.

Une politique de réforme des institutions de ce type a ensuite été annoncée lors de délibérations ultérieures sur les réformes administratives et la décision a été prise de transformer la JICA en institution administrative indépendante, en vertu du plan de réforme administrative de décembre 2001. Suite à la promulgation de la loi n° 136, en décembre 2002, la JICA est devenue une institution administrative indépendante le 1^{er} octobre 2003. Elle a alors été restructurée en organe d'exécution de la coopération internationale, avec des orientations désormais beaucoup plus axées sur les résultats et une plus grande obligation de rendre compte.

■ Expansion et diversification des programmes

À l'origine, les programmes de la JICA portaient sur la coopération technique, l'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV), l'investissement et le financement pour le développement, l'émigration, la formation et la mise à disposition de personnel chargé de l'aide. Plus tard, avec le développement de l'économie japonaise et les progrès technologiques, la JICA a été amenée à étendre et diversifier ses programmes : promotion des projets de la coopération financière non remboursable (exercice 1978), invitation de jeunes adultes (exercice 1984), secours en cas de catastrophe (exercice 1987) et promotion de l'efficacité de l'aide (exercice 1998).

La coopération technique assurée depuis la création de la JICA a également été diversifiée. Divers types d'activités sont apparues : formation pour les pays tiers (exercice 1974), recherche en coopération (exercice 1977), coopération technique conjointe avec des organisations internationales (exercice 1981), accueil de participants à des formations techniques dans le cadre de la « politique de regard vers l'Est de la Malaisie » (exercice 1982), coopération avec le Centre de développement des ressources humaines de l'ANASE (exercice 1982), envoi de spécialistes du secteur privé (exercice 1987), formation dans les pays en développement (exercice 1993), envoi d'experts de pays tiers (exercice 1994), envoi de conseillers du secteur privé (exercice 1996), accueil de participants à des formations techniques dans le domaine de l'aide sociale, dans le cadre du programme d'amitié entre le Japon et l'Amérique latine (exercice 1996), experts de la coopération financière (exercice 1997), conseillers seniors de la coopération financière (exercice 1997), formation de longue durée pour les stagiaires étrangers (exercice 1999), conseillers techniques pour la mise en œuvre de projets financés par une aide non remboursable (exercice 1999) et programme de partenariat de la JICA (exercice 2002).

Lorsque la JICA est devenue une institution administrative indépendante en octobre 2003, la révision des activités a conduit à la suppression de certains programmes : investissement et financement pour le développement, services d'émigration, soutien à l'établissement des émigrés japonais et prêt pour l'émigration.

Parallèlement à la diversification des programmes, le budget d'exploitation initial de 27,2 milliards JPY est passé pour l'exercice 2005 à 168,9 milliards JPY. Le nombre de bureaux de représentation à l'étranger (détaillé par la suite) est par ailleurs passé de 40 à 92 entre la création de la JICA et l'exercice 2003.

Le nombre de participants à une formation technique est passé de 2 169 au cours de l'exercice 1974 à 24 504 au cours de l'exercice 2005 ; sur la même période, le nombre d'experts détachés est passé de 513 à 3 488 et le nombre de JOCV de 208 à 1 804.

De par l'extension de ses programmes, l'Agence a formé jusqu'à aujourd'hui 320 046 personnes, détaché 78 699 experts et procédé à l'envoi de 28 755 JOCV.

■ Amélioration et développement de l'organisation

À sa création en 1974, le siège de la JICA comportait 17 départements, un bureau et un secrétariat, auquel s'ajoutaient 12 antennes et 8 agences affiliées au Japon, un bureau de représentation à l'étranger, 14 bureaux à l'étranger, 9 antennes à l'étranger et 16 bureaux de la JICA et des JOCV. Pour l'exercice 2005, l'Agence comprenait 18 départements, trois bureaux et deux secrétariats au siège, 12 centres internationaux, trois antennes, trois centres de formation pour les JOCV et l'Institut de coopération internationale au Japon, ainsi que 56 bureaux de représentation à l'étranger, 22 bureaux de la JICA et des JOCV, et 14 bureaux des JOCV.

À l'exception d'une courte période après la création de l'Agence, le siège de la JICA était situé dans le bâtiment Mitsui à Nishi Shinjuku, dans le quartier de Shinjuku à Tokyo. De son côté, le Secrétariat des JOCV était implanté dans le quartier de Hiroo, à Tokyo. En avril 1996, le siège de la JICA et le Secrétariat des JOCV ont été transférés à leur adresse actuelle, dans la Shinjuku Maynds Tower à Yoyogi, dans le quartier de Shibuya, à Tokyo.

L'organisation structurelle du siège a connu plusieurs changements importants. À sa création, il comptait quatre sections chargées des questions d'émigration. En 1994, elles ont été regroupées au sein d'un département, dont les activités ont été interrompues en octobre 2003, lorsque la JICA est devenue une institution administrative indépendante, conformément au plan de réforme administrative décidé en 2001. D'autre part, des départements ont été créés pour mettre en œuvre de nouveaux programmes, parmi lesquels le Département de la gestion des projets de coopération financière non remboursable (aujourd'hui

Département de la gestion de la coopération financière non remboursable) et le Secrétariat des équipes japonaises de secours d'urgence (JDR ou Japan Disaster Relief Team). Une importante réforme structurelle a été entreprise au cours de l'exercice 1999, afin notamment, de renforcer les approches par pays et par région. Des départements ont été établis : Département régional I (Asie du Sud-Est et péninsule indochinoise), Département régional II (Asie centrale, de l'Est, du Sud-Ouest ; Transcaucasie et Océanie), Département régional III (Amérique latine et Caraïbes) et Département régional IV (Afrique, Moyen-Orient et Maghreb, et Europe).

De plus, en avril 2004, huit départements chargés de la mise en œuvre de programmes sectoriels, ont été réorganisés en cinq départements axés sur différents thèmes de développement, comme l'environnement mondial et le développement humain, qui se recoupent puisque les domaines auxquels ils s'appliquent se chevauchent horizontalement. Parallèlement, pour mieux rendre compte des programmes mis en œuvre, particulièrement en Afrique ou encore au Moyen-Orient et au Maghreb, quatre départements régionaux ont été réorganisés en cinq nouveaux départements. Ainsi, pour l'exercice 2005, le siège comprenait 18 départements, trois bureaux et deux secrétariats.

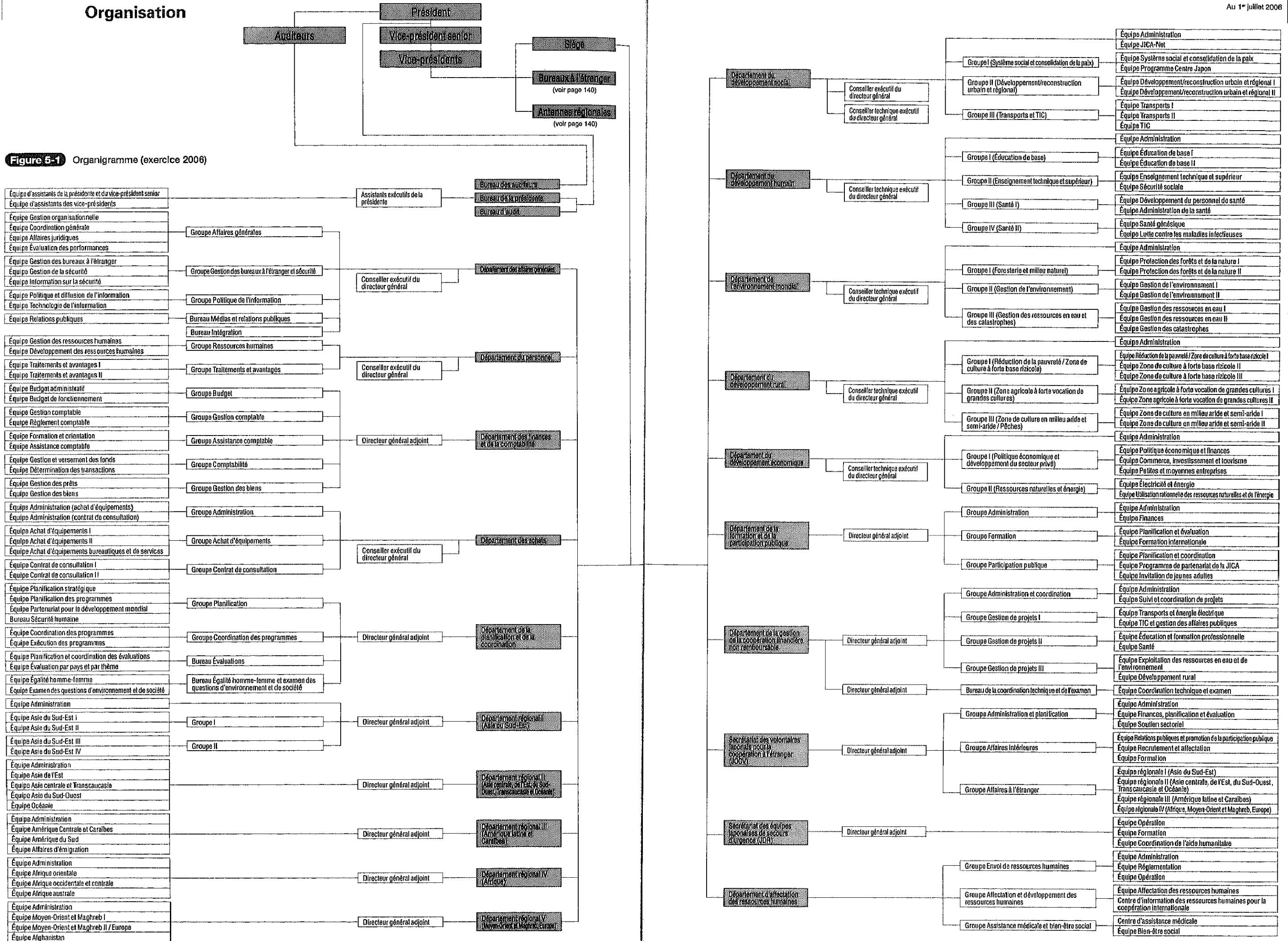
Au niveau des antennes régionales, l'Institut de coopération internationale pour la valorisation des ressources humaines a été ouvert en 1983, alors que le Centre de formation à l'émigration a été fermé en 1989. Des centres internationaux ont été créés par l'intégration d'entités opérant dans le même domaine (à titre d'exemple, le Centre international de Tsukuba résulte de la fusion, en 1996, de l'ancien Centre international de Tsukuba et du Centre international de formation à l'agriculture de Tsukuba) et des mesures ont été prises dans le droit fil de la rationalisation structurelle (le Centre de formation de Nihonmatsu a été ouvert en 1996 pour remplacer l'Antenne du Kansai alors fermée). Pour l'exercice 2005, on comptait au Japon 12 centres internationaux, trois antennes régionales, trois centres de formation et un institut, l'Institut de coopération internationale.

On dénombrait 40 bureaux de représentation à l'origine. Avec l'extension des programmes, des bureaux ont ensuite été implantés dans d'autres pays, tels que le Zimbabwe, la Mongolie, l'Afrique du Sud, les Territoires palestiniens et l'Ouzbékistan. Le Bureau de la JICA en Afghanistan a été ouvert au cours de l'exercice 2003. Pour l'envoi de volontaires japonais dans un pays où la JICA n'a pas de bureau de représentation, il est fait appel à un coordinateur de JOCV. Le bureau de représentation de la JICA en Amérique latine (situé au Brésil) a été fermé en 1981, de même que les bureaux de Los Angeles, du Soudan, du Canada et du Brunei. Pour la période fiscale 2005, l'Agence disposait, dans le monde, d'un réseau de 56 bureaux de représentation, 22 bureaux de la JICA et des JOCV, et 14 bureaux des JOCV.

Organisation

Au 1^{er} juillet 2006

Figure 5-1 Organigramme (exercice 2006)



Dossier

Partie 1

Partie 2

Partie 3

Partie 4

Références

Organisation

56 bureaux à l'étranger*

Asie du Sud-Est

Bureau de la JICA en Indonésie
Bureau de la JICA au Vietnam
Bureau de la JICA au Cambodge
Bureau de la JICA en Thaïlande
Bureau de la JICA aux Philippines
Bureau de la JICA en Malaisie
Bureau de la JICA au Myanmar
Bureau de la JICA au Laos
Bureau de la JICA au Timor-Leste

Asie centrale, de l'Est, du Sud-Ouest, Transcaucasie et Océanie

Bureau de la JICA en Chine
Bureau de la JICA en Mongolie
Bureau de la JICA en Ouzbékistan
Bureau de la JICA au Sri Lanka
Bureau de la JICA au Kirghizistan
Bureau de la JICA en Inde
Bureau de la JICA au Népal
Bureau de la JICA au Pakistan
Bureau de la JICA au Bangladesh
Bureau de la JICA aux Fidji
Bureau de la JICA en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Amérique du Nord, Amérique latine et Caraïbes

Bureau de la JICA en Argentine
Bureau de la JICA au Paraguay
Bureau de la JICA au Brésil
Bureau de la JICA au Pérou
Bureau de la JICA en Bolivie
Bureau de la JICA au Mexique
Bureau de la JICA en République dominicaine
Bureau de la JICA au Honduras
Bureau de la JICA au Salvador
Bureau de la JICA aux États-Unis

Afrique

Bureau de la JICA au Kenya
Bureau de la JICA en Ouganda
Bureau de la JICA en Éthiopie
Bureau de la JICA en Tanzanie
Bureau de la JICA au Sénégal
Bureau de la JICA au Ghana
Bureau de la JICA au Nigeria
Bureau de la JICA au Niger
Bureau de la JICA au Burkina Faso
Bureau de la JICA en Zambie
Bureau de la JICA au Malawi
Bureau de la JICA en Afrique du Sud
Bureau de la JICA au Mozambique
Bureau de la JICA à Madagascar

Moyen-Orient et Maghreb, Europe

Bureau de la JICA en Afghanistan
Bureau de la JICA en Égypte
Bureau de la JICA en Arabie saoudite
Bureau de la JICA en Jordanie
Bureau de la JICA en Syrie
Bureau de la JICA en Iran
Bureau de la JICA en Tunisie
Bureau de la JICA en Turquie
Bureau de la JICA dans les Territoires palestiniens
Bureau de la JICA au Maroc
Bureau de la JICA en France
Bureau de la JICA dans les Balkans

6 bureaux d'appui régional

Bureau d'appui régional de la JICA pour l'Asie
Bureau d'appui régional de la JICA pour l'Océanie
Bureau d'appui régional de la JICA pour l'Amérique Centrale et les Caraïbes
Bureau d'appui régional de la JICA pour l'Afrique orientale et australe
Bureau d'appui régional de la JICA pour l'Afrique occidentale et centrale
Bureau d'appui régional de la JICA pour l'Afrique

18 bureaux au Japon

Centres internationaux

Centre international de Sapporo
Centre international d'Obihiro
Centre international de Tsukuba
Centre international de Tokyo
Centre international de Yokohama
Centre international du Chubu
Centre international d'Osaka
Centre international du Hyogo
Centre international du Chugoku
Centre international de Kyushu
Centre international d'Okinawa

Centres de formation des JOOV

Centre de formation de Nihonmatsu
Centre de formation de Komagane

Antennes régionales

Antenne du Tohoku
Antenne du Hokuriku
Antenne de Shikoku

Centre de Hiroo (JICA Global Plaza)

Institut de coopération internationale
--

Remarque *: estimations au 31 mars 2007

Histoire de la JICA (1947-2006)

● Japon ● International

47	10	Création de l'Association pour l'émigration	79	4	Démarrage de la coopération technique en Chine	3	Premier envoi d'experts de pays tiers
50	12	● Création de la Banque d'import du Japon	80	12	Démarrage de l'aide médicale avec une action sanitaire pour des réfugiés thaïs et cambodgiens	5	● Début de la CFNR d'urgence et du soutien à la démocratisation
81	9	● Traité de paix de San Francisco, scellant la paix entre le Japon et les USA	81	1	Kaisuke Arita est nommé président de la JICA.	4	Transfert du siège de l'Agence dans la Shinjuku Maynds Tower
82	4	● Banque d'import du Japon rebaptisée Banque d'import-export du Japon	82	4	Début du programme démographique et de planning familial	5	Appui décisif aux politiques importantes
84	4	● Adhésion au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)	83	1	● Le gouvernement définit un nouvel (deuxième) objectif à moyen terme pour son plan de doublement de l'APD sur 5 ans.	9	● Présentation de la nouvelle stratégie de développement du CAD
85	4	Création de l'Association Japon-Asie	84	3	Création des équipes médicales japonaises pour les secours en cas de catastrophe (JMTDR)	3	Formulation à mi-parcours des orientations stratégiques à moyen terme
86	9	Création de la Japan Emigration & Co. Ltd.	85	4	Démarrage des programmes de coopération du Centre des ressources humaines de l'ANASE	4	● Groupe de travail sur les réformes opérationnelles et organisationnelles
87	12	● Adhésion aux Nations unies	86	2	● Adhésion à l'AIOB	6	● Démarrage du programme d'habilitation communautaire
88	4	Lancement de l'étude de pré-investissement	87	2	● Rapport Brandt sur l'état des économies mondiales et le problème Nord-Sud	1	● Ouverture sur l'extérieur du recrutement des experts
88	2	● Premier prêt en yens (pour l'Inde)	88	10	Démarrage des activités de l'Institut de coopération internationale et mise en place du système de conseillers seniors	10	● Présentation du rapport final du Conseil sur les réformes de l'APD
88	4	Démarrage de la coopération technique en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient	89	1	● Création de l'Association japonaise de coopération à l'étranger (JICA)	10	● 2 ^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD II)
89	4	● Début du programme du Centre de coopération technique à l'étranger	90	4	Démarrage du PIJA	8	Démarrage du programme de partenariat
90	3	● Création du Groupe d'aide au développement (DAG), adhésion du Japon	91	9	● Définition du 3 ^e objectif à moyen terme de l'APD	4	● Envoi de la première équipe d'observateurs de l'APD au Laos et aux Philippines
91	12	● Adhésion à l'Association internationale de développement (IDA, 2 ^e Banque mondiale)	92	4	Création des équipes japonaises de secours d'urgence (JDR) et établissement du premier comité d'étude de l'aide par pays (Philippines)	6	● Formulation de la politique de l'APD à moyen terme
91	3	Création du Fonds japonais de coopération économique outre-mer (OECF)	93	9	● Promulgation de la loi sur les JDR	10	● Formation de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) par la fusion de l'OECF et de la JEXIM
91	9	● Création de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le DAG est rebaptisé « Comité d'aide au développement » (CAD).	94	1	Kensuke Yanaglyta est nommé président de la JICA.	1	Réformes structurelles
92	6	Création de l'Agence de coopération technique à l'étranger (OTCA)	95	4	Premier envoi d'experts du secteur privé et démarrage du programme de promotion de l'efficacité de l'aide	7	● Sommet du G8 d'Okinawa
93	7	Création du Service d'émigration japonais	96	6	Formation du premier groupe d'étude sectorielle sur l'aide au développement (environnement)	8	Création de la Division de la gestion de la diffusion de l'information
94	4	Première fourniture d'équipements	97	6	● Définition du 4 ^e objectif à moyen terme de l'APD	9	Démarrage du programme des bourses pour le développement des ressources humaines (CFNR)
94	11	● Adhésion officielle à l'OCDE	98	4	● Création du Système japonais de coopération internationale (JICS)	9	Kunihiko Saito est nommé président de la JICA.
95	11	● Création de la Banque africaine de développement (AIDB)	99	4	Démarrage de l'aide sous forme de dons aux activités locales de développement (aide financière non remboursable aux microprojets locaux) et de subventions aux ONG	5	● Sommet du Millénaire des Nations unies.
95	12	Premier envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)	100	10	Démarrage de la coopération technique en Europe de l'Est	5	● Deuxième Conseil sur l'APD, première réunion
96	4	Démarrage de la coopération pour la santé et l'enseignement des sciences et des mathématiques	101	11	Lignes directrices sur l'environnement	9	Tatsuo Kawakami est nommé président de la JICA.
96	11	● Création de la Banque asiatique de développement (AsBD)	102	12	● Le Japon arrive en tête des pays du CAD par les résultats de son APD.	12	● Plan de réforme administrative au Japon
97	7	Démarrage de la coopération pour l'agriculture et de la coopération technique pour le développement	103	4	Premier envoi d'experts seniors	3	● Conférence internationale sur l'aide à la reconstruction en Afghanistan
98	8	Création de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)	104	7	● Remboursement de tous les prêts de la Banque mondiale	6	● Second Conseil sur l'APD, rapport final
98	7	● Début de l'aide alimentaire (KR)	105	10	Mise en place du système de spécialistes associés	2	● CFNR pour des ONG japonaises
99	3	● Début de la CFNR pour les projets généraux	106	12	Lignes directrices relatives aux considérations environnementales	2	Programme de partenariat de la JICA
100	4	Début de la recherche en coopération	107	1	Lignes directrices sur l'évaluation de la JICA	8	● Révision de la Charte japonaise de l'APD (nouvelle Charte de l'APD)
101	4	Premiers stades de formation technique pour les descendants d'émigrés japonais	108	2	Démarrage de la coopération technique en Asie centrale	9	● 3 ^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD III)
102	4	Démarrage de la coopération technique en Océanie	109	6	● Le Cabinet adopte la Charte de l'APD.	10	La JICA passe du statut d'organisme public à celui d'institution administrative indépendante. Sadako Ogata, nommée présidente, définit la mission de la nouvelle JICA.
103	4	● Démarrage du programme de secours d'urgence en cas de catastrophe	110	8	● Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) mieux connue sous le nom de Sommet de la Terre de Rio	3	● Annonce du plan de réforme de la nouvelle JICA par Sadako Ogata
104	8	Création de la JICA. Shinsaku Hogen est nommé président. Démarrage du programme de coopération internationale (investissement et financement pour le développement) et de développement des ressources humaines	111	6	Premier envoi par les JDR de matériels d'aide du secteur privé	4	Réforme organisationnelle de la JICA: lignes directrices relatives aux considérations environnementales et sociales
105	3	Début de la formation pour les pays tiers (Centre de formation et de recherche sur la sériculture en Thaïlande)	112	12	● L'ICSC est rebaptisé Centre japonais de coopération internationale (JICE).	9-10	● Ouverture de 6 bureaux de soutien régional
106	7	● Organisation de la réunion ministérielle pour la coopération économique	113	2	Démarrage de la formation dans les pays en développement	10	Symposium commémorant le 50 ^e anniversaire de l'APD du Japon
106	4	● Création de l'Organisation de soutien aux JOCV	114	7	● Définition du 5 ^e objectif à moyen terme de l'APD	12	● Une équipe de JDR est détachée lors du grand tremblement de terre de Sumatra et de la catastrophe du tsunami dans l'océan Indien.
107	7	● Adhésion à la Banque interaméricaine de développement (BID)	115	10	● Annonce du programme commun d'action Japon-USA	1	● Conférence mondiale des Nations unies sur la réduction des catastrophes (Kobe)
107	3	● Création du Centre des services de coopération internationale (ICSC)	116	2	● Première conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD)	3	Madame Ogata, présidente de la JICA, annonce la deuxième phase du plan de réforme de l'Agence.
108	4	● Début de l'aide à l'augmentation de la production alimentaire (KR2)	117	6	Démarrage de la formation dans les pays en développement	4	L'approche des projets axée sur le terrain est officiellement introduite dans 30 bureaux à l'étranger.
108	5	● Annonce par le gouvernement du plan visant à doubler l'APD en 5 ans	118	7	● Annonce du programme commun d'action Japon-USA	7	Lancement d'un système pour rationaliser les opérations
109	4	Début de la promotion du programme de CFNR et démarrage du programme de coopération pour le développement industriel	119	10	● Première conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD)	7	● Formulation d'un plan d'action visant un équilibre entre travail et vie sociale
110	7	● Engagement du gouvernement à doubler l'APD sur 3 ans (1 ^{er} objectif à moyen terme).	120	8	Kimio Fujita est nommé président de la JICA.	10	● Introduction du système d'exécution rapide pour les projets
			121	1	Don de matériels de secours d'urgence lors du grand tremblement de terre de Hanshin-Awaji	3	● Envoi d'une équipe de JDR lors du grand tremblement de terre au Pakistan
			122				● Célébration commémorant le 40 ^e anniversaire du programme des JOCV
			123				● Fermeture du Centre international d'Hachioji

Remarques : CFNR : Coopération financière non remboursable
PIJA : Programme d'invitation des jeunes adultes
IFD : Intégration de la femme dans le développement

Budget

Les ressources de la JICA se composent de subventions de gestion et de fonds en fiducie (du ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie, et du ministère de l'Agriculture, de la Foresterie et de la Pêche), de fonds autogénérés et d'autofinancement. Le budget alloué pour l'exercice 2006 s'élève à 164,4 milliards JPY, soit 4,5 milliards JPY de moins

que l'année précédente. Le programme de coopération financière non remboursable, dont la JICA assure l'exécution et la promotion, représente un budget de 110,4 milliards JPY. La ventilation de ce budget pour l'exercice 2006 est indiquée dans le tableau 5-2.

Tableau 5-2 Budget de l'exercice 2006

(Unité : millions JPY)

Compte		Exercice 2005	Exercice 2006
Recettes	Subventions de gestion	160 077	157 516
	Recettes des programmes prévus	4 163	3 108
	Intérêts créditeurs sur les prêts de développement et de financement	220	175
	Intérêts créditeurs sur les ventes échelonnées de concessions	4	4
	Intérêts créditeurs sur les prêts pour le programme d'investissement et de financement de l'émigration	75	77
	Autres recettes	2 881	2 803
	Recettes des charges sur les installations	2 571	2 493
	Donations	1	1
	Recettes diverses	309	309
	Rentrées du fonds de gestion des installations	1 097	624
Total	168 516	164 307	
Dépenses	Frais généraux	10 645	10 249
	Frais de personnel	7 574	7 285
	Frais administratifs	3 071	2 964
	Dépenses d'exploitation	150 116	147 669
	Dépenses pour la formulation des programmes	5 286	4 615
	Dépenses pour les projets de coopération technique	85 125	84 749
	Dépenses pour les projets de coopération financière non remboursable	4 758	4 487
	Dépenses pour la coopération participative du public	25 902	24 869
	Dépenses pour le programme d'émigration	525	502
	Dépenses pour les activités de secours d'urgence en cas de catastrophe	861	852
	Dépenses pour le recrutement et la formation du personnel d'aide	3 395	3 270
	Dépenses pour l'évaluation de projets et de programmes	878	910
	Dépenses pour le soutien aux opérations	8 539	8 168
	Dépenses pour les antennes régionales au Japon	3 913	3 789
	Dépenses pour les bureaux de représentation à l'étranger	10 934	11 458
	Dépenses pour la gestion des installations	1 097	642
	Dépenses pour les programmes prévus	4 163	3 108
	Dépenses pour l'exploitation des installations	2 871	2 750
	Dépenses pour l'exploitation des installations	2 571	2 493
Dépenses pour le programme de soutien spécial	299	257	
Total	168 892	164 400	

Remarque : 1. Dans chacune des catégories, les chiffres ont été arrondis, aussi les totaux ne correspondent-ils pas nécessairement à la somme des composants.

États financiers

Tableau 5-3 Bilan (au 31 mars 2006)

(Unité : JPY)

Actifs		Passif et capital	
Élément	Montant	Élément	Montant
I Actifs circulants	41 888 871 593	I Passifs à court terme	27 695 961 601
Disponibilités et dépôts bancaires	38 661 509 775	Passifs sur dons de gestion	5 026 651 805
Recettes comptabilisées	275 008 252	Donations reçues	1 000 000
Inventaires	754 582 558	Versements à recevoir	21 268 883 789
Biens stockés	745 263 789	Charges à payer	458 390 231
Cheptel	9 318 769	Passifs sur bail	243 407 486
Paiements anticipés	420 110 403	Produit comptabilisé d'avance	327 000
Charges payées d'avance	144 522 830	Dépôts reçus	347 301 062
Produits à recevoir	51 501 284	Autres	350 000 228
Autres	1 581 636 491	Rentrées en attente	350 000 228
Paiements en attente	46 421 877		
Avances payées	5 368 152	II Passifs à long terme	1 953 525 662
Prêts à court terme pour le programme d'investissement et de financement du développement	1 480 945 754	Passifs sur propriété	1 554 463 109
Provision pour créances irrécouvrables	-11 244 330	Dons sur gestion de propriété	1 489 245 809
Prêts à court terme pour le programme d'investissement et de financement de l'émigration	68 565 422	Dons pour accès à la propriété, etc.	65 217 300
Provision pour créances irrécouvrables	-9 105 488	Passifs sur bail à long terme	399 046 053
Versements à court terme sur le capital de la vente de concessions	731 636	Produit comptabilisé d'avance à long terme	16 500
Provision pour créances irrécouvrables	-46 532		
II Immobilisations	71 654 517 998	Total du passif	29 649 487 263
1 Immobilisations corporelles	60 916 840 977	I Capital	88 508 041 131
Bâtiments	42 538 878 070	Investissement public	88 508 041 131
Amortissements cumulés	-4 929 801 527	II Excédent de capital	-6 433 859 543
Structures	1 474 462 069	Excédent de capital	-47 440 149
Amortissements cumulés	-369 597 365	Amortissement cumulé non inclus dans les dépenses	-6 386 419 394
Machines et équipements	242 866 501	III Bénéfices non répartis	1 819 720 740
Amortissements cumulés	-144 091 185	Fonds de réserve	964 278 921
Véhicules et autres dispositifs de transport	1 133 623 768	Bénéfice non affecté pour l'année en cours	855 441 819
Amortissements cumulés	-468 311 363	(Bénéfice total pour l'année en cours)	855 441 819
Outils, instruments et accessoires	2 469 858 442		
Amortissements cumulés	-866 407 697	Capital total	88 693 902 328
Terrains	19 825 543 764		
Constructions en cours	9 817 500	Total du passif et capital	113 643 389 691
2 Immobilisations incorporelles	21 620 580		
Marques déposées	4 485 651		
Autres	17 134 929		
Droits d'abonnement téléphonique	12 189 450		
Droit de recourir aux centrales et autres installations d'approvisionnement en énergie	4 945 479		
3 Investissements et autres actifs	10 716 056 441		
Investissements dans des titres	36 220		
Investissements dans des sociétés affiliées	428 445 102		
Prêts à long terme	8 958 256 772		
Prêts à long terme pour le programme d'investissement et de financement du développement	6 945 952 449		
Provision pour créances irrécouvrables	-63 282 584		
Prêts à long terme pour le programme d'investissement et de financement de l'émigration	5 023 497 110		
Provision pour créances irrécouvrables	-2 947 910 203		
Autres	1 329 318 347		
Garantie versée	1 328 519 106		
Versements à long terme sur le capital de la vente de concessions	105 518 329		
Provision pour créances irrécouvrables	-104 719 088		
Total des actifs	113 643 389 691		
Total	113 643 389 691	Total	113 643 389 691

Dossier

Partie 1

Partie 2

Partie 3

Partie 4

Références

États financiers

Tableau 5-4 Compte de résultats (1^{er} avril 2005 – 31 mars 2006)

(Unité : JPY)

Charges et pertes		Recettes	
Élément	Montant	Élément	Montant
Dépenses ordinaires	166 833 925 649	Recettes ordinaires	167 730 037 969
Dépenses d'exploitation	156 663 694 815	Recettes des subventions de gestion	160 905 309 135
Dépenses pour la formulation des programmes	4 998 692 554	Recettes des programmes contractés	2 982 676 189
Dépenses pour les projets de coopération technique	87 973 240 144	Recettes du programme d'investissement et de financement pour le développement	215 274 863
Dépenses pour les projets de coopération financière non remboursable	4 474 673 389	Recettes des opérations d'établissement	8 090 261
Dépenses pour la coopération participative du public	25 709 264 397	Recettes du programme d'investissement et de financement pour l'émigration	68 326 296
Dépenses pour le programme d'émigration	493 477 552	Recettes de l'exploitation d'installations	1 998 415 894
Dépenses pour les activités de secours d'urgence en cas de catastrophe	929 710 093	Recettes des donations	943 676
Dépenses pour le recrutement et la formation du personnel d'aide	2 950 048 091	Transfert de passif pour dons de gestion de propriété	255 418 825
Dépenses pour l'évaluation de projets et de programmes	773 598 274	Transfert de passif pour dons d'accès à la propriété	17 325 229
Dépenses pour le soutien aux opérations	8 226 360 327	Produits financiers	20 832 413
Dépenses pour les antennes régionales au Japon	4 314 434 142	Intérêts créditeurs	20 832 413
Dépenses pour les bureaux de représentation à l'étranger	10 000 779 481	Bénéfices divers	692 471 617
Dépenses d'exploitation des installations	2 525 908 323	Bénéfices de change	564 953 571
Dépenses pour les programmes prévus	2 982 676 189		
Dotations aux amortissements	310 831 859	Bénéfices extraordinaires	632 306
Frais généraux	10 038 969 279	Bénéfices sur les ventes et les immobilisations	632 306
Frais généraux	10 038 969 279		
Dotation à la provision pour créances irrécouvrables	118 762 824		
Frais financiers	11 806 307		
Intérêts débiteurs	11 806 307		
Pertes diverses	692 424		
Pertes extraordinaires	41 302 807		
Pertes sur les sorties d'immobilisations	34 631 897		
Pertes sur les cessions d'immobilisations	6 670 910		
Résultat net	855 441 819		
Total	167 730 670 276	Total	167 730 670 276

Tableau 5-5 État des flux de trésorerie (1^{er} avril 2005 – 31 mars 2006)

(Unité : JPY)

I Flux de trésorerie des activités d'exploitation	
Paiement des dépenses d'exploitation	-138 545 635 524
Paiement des dépenses de soutien à l'exploitation	-2 111 778 509
Paiement des dépenses pour les programmes contractés	-3 069 284 540
Paiement des frais de personnel	-17 381 985 730
Paiement d'autres opérations	-233 782 862
Intérêts de prêts	278 657 548
Produit des opérations d'établissement	40 591 306
Intérêts créditeurs	8 358 979
Remboursements du capital	32 232 327
Recettes des subventions de gestion	160 076 920 000
Recettes des programmes contractés	2 990 074 781
Recettes de l'exploitation des installations	1 998 415 894
Recettes des donations	1 943 676
Autres recettes	1 169 993 633
Sous total	5 214 129 673
Intérêts perçus	21 892 548
Intérêts versés	-11 806 307
Flux de trésorerie des activités d'exploitation	5 224 215 914
II Flux de trésorerie des activités d'investissement	
Paiements pour l'acquisition des immobilisations	-1 041 138 903
Produits des ventes d'immobilisations	36 900 311
Paiements pour l'attribution de prêts	-419 199 775
Produit des cours de prêts à long terme	1 993 343 822
Paiement pour les dépôts à terme	-8 600 000 000
Produit de l'encaissement de certificats de dépôt négociables	5 900 000 000
Recettes intermédiaires tirées de la distribution des biens résiduels résultant de la liquidation de sociétés affiliées	350 000 000
Flux de trésorerie des activités d'investissement	-1 780 094 545
III Flux de trésorerie des activités de financement	
Remboursement des dettes de location	-169 431 182
Flux de trésorerie des activités de financement	-169 431 182
IV Effet des variations des cours de change sur les fonds	
	82 402 347
V Diminution nette des fonds	
	3 357 092 534
VI Fonds au début de l'année	
	3 504 417 241
VII Fonds à la fin de l'année	
	6 861 509 775

Tableau 5-6 Calendrier concernant l'affectation des bénéfices

(Unité : JPY)

I Bénéfices non affectés pour l'année en cours		855 441 819
Recettes totales pour l'année en cours	855 441 819	
II Affectation des recettes		
Fonds de réserve	855 441 819	
	855 441 819	855 441 819

Tableau 5-7 État des coûts de fonctionnement des services administratifs (1^{er} avril 2005 – 31 mars 2006)

(Unité : JPY)

I Dépenses d'entreprise			160 322 611 370
Dépenses au compte de résultats			
Dépenses d'exploitation	156 663 694 815		
Frais généraux	10 038 969 279		
Dotations à la provision pour créances irrécouvrables	118 762 824		
Frais financiers	11 806 307		
Pertes diverses	692 424		
Pertes sur désaffectation d'immobilisations	34 631 897		
Pertes sur la vente d'immobilisations	6 670 910	166 875 228 456	
(Déduction) Recettes propres			
Recettes des programmes contractés	-2 982 676 189		
Recettes du programme d'investissement et de financement pour le développement	-215 274 863		
Recettes des opérations d'établissement	-8 090 261		
Recettes du programme d'investissement et de financement pour l'émigration	-68 326 296		
Recettes de l'exploitation des installations	-1 998 415 894		
Recettes de donations	-943 676		
Produits financiers	-20 832 413		
Bénéfices divers	-692 471 617		
Pertes sur opérations de change	-564 953 571		
Bénéfices sur la vente d'immobilisations	-632 306	-6 552 617 086	
II Amortissement cumulé non inclus dans les dépenses			2 431 679 800
Amortissement cumulé non inclus dans les dépenses	2 430 283 162		
Pertes sur le remboursement d'immobilisations corporelles non inclus dans les dépenses	1 296 638		
III Accroissement estimatif des prestations de retraite non inclus dans la provision			-1 413 485 787
IV Coût d'opportunité			
Investissements publics et autres coûts d'opportunité			1 473 911 994
V Coûts de fonctionnement des services administratifs			162 014 617 377

Principales règles et méthodes comptables

1. Règles de présentation des subventions de gestion

La méthode appliquée est celle de la norme de constatation des produits fondée sur les charges à payer.

2. Méthodes d'amortissement

1) Immobilisations corporelles

Méthode de l'amortissement constant.

Les durées de vie des principaux actifs sont les suivantes :

- Bâtiments : 2 - 50 ans
- Ouvrages d'infrastructure : 1 - 39 ans
- Machines et équipement : 1 - 20 ans
- Véhicules et autres moyens de transport : 1 - 6 ans
- Outils, instruments et petit matériel : 1 - 18 ans

Les coûts provisionnels des amortissements d'actifs amortissables (règle comptable pour les institutions administratives indépendantes n° 86) sont directement déduits de l'excédent de capital et reportés dans le montant cumulé des amortissements non inclus dans les dépenses.

2) Immobilisations incorporelles

Méthode de l'amortissement constant.

3. Règle pour l'affectation des dotations et comparaison avec les prestations de retraite

La JICA a adopté un régime de retraite à prestations déterminées, combiné à une prime forfaitaire de départ et un fonds de pension pour les salariés. Elle cotise au fonds de pension d'entreprise pour les sociétés spéciales travaillant dans les échanges internationaux et l'industrie.

La dotation pour les retraites ne couvre pas les primes forfaitaires de départ, la source de financement étant assurée par des subventions de dépenses de fonctionnement. La dotation pour les retraites ne couvre pas les prestations du Fonds de pension de salariés, la source de financement des cotisations d'assurance du Fonds de pension et celle de la provision pour pertes du fonds étant garanties par les subventions pour dépenses d'exploitation. Comme indiqué dans l'état des coûts de fonctionnement des services administratifs (tableau 5-7), l'accroissement provisionnel des prestations de pension de retraite non incluses dans la dotation est comptabilisé comme une provision, sur l'exercice courant, pour la prime forfaitaire de départ (calculée suivant la règle comptable n° 38).

4. Base et règle pour l'affectation des provisions, etc.

Provision pour créances irrécouvrables

Pour couvrir les pertes des prêts, la JICA inscrit l'arriéré provisionnel, en prenant en compte le taux réel de perte pour les prêts ordinaires et les possibilités de recouvrement spécifiques des prêts douteux, etc.

5. Règles et méthodes pour l'évaluation des valeurs mobilières

1) Investissement dans les sociétés liées

Le calcul est basé sur la méthode du coût moyen.

2) Autres valeurs mobilières (non négociables)

Le calcul est basé sur la méthode du coût moyen.

6. Règles et méthodes pour l'évaluation des stocks

Biens stockés

Méthode PEPS (premier entré, premier sorti).

7. Règles de conversion des actifs et des dettes en devises en yens

Les créances et dettes liquides en devises sont converties en yens suivant le cours au comptant à la fin de l'exercice. Les différences de change sont comptabilisées comme des gains ou des pertes.

8. Règles pour le calcul des coûts d'opportunité dans l'état des coûts de fonctionnement des services administratifs

Taux d'intérêt utilisé pour calculer les coûts d'opportunité concernant les investissements des administrations centrale et locales, etc. :

1,770 % en référence au rendement du taux fixe JGB* à 10 ans, au 31 mars 2006.

9. Comptabilisation des opérations de location acquisition

Pour les opérations de location acquisition dont les frais s'élèvent à 3 millions JPY et plus, la pratique comptable utilisée est la même que pour les opérations courantes.

Pour les opérations de location acquisition dont les frais sont inférieurs à 3 millions JPY, la pratique comptable utilisée est la même que pour les opérations de location ordinaires.

10. Comptabilisation des taxes à la consommation

Les taxes à la consommation sont incluses dans les montants sur les états financiers.

* JGB : Japan Government Bond (obligations du gouvernement japonais)

Remarques

Remarques sur le bilan

Prestations de pension prévisionnelles à assurer par la subvention pour dépenses d'exploitation

27 338 185 451 JPY

A. Répartition des coûts des prestations des pensions de retraite

	Exercice 2005
1) Obligations découlant du régime des retraites	-37 755 570 495
2) Actif de régime de retraite	10 417 385 044
3) Charges de retraites échues 1) + 2)	-27 338 185 451
4) Différence au changement de règles comptables	0
5) Différences actuarielles non constatées	0
6) Obligations pour services passés non constatées (diminution des dettes)	0
7) Montant net reporté au bilan 3) + 4) + 5) + 6)	-27 338 185 451
8) Charges de retraite payées d'avance	0
9) Dotation pour les retraites 7) - 8)	-27 338 185 451

B. Répartition des dépenses pour les pensions de retraite

	Exercice 2005
1) Coût des prestations	928 592 000
2) Charges d'intérêt	478 013 540
3) Rendement prévu des actifs du régime de retraite	0
4) Amortissement des obligations pour services passés	0
5) Amortissement des différences actuarielles	- 339 986 142
6) Autres (primes réunies pour le fonds de pension des salariés)	- 334 578 655

C. Base de calcul des obligations découlant du régime des retraites, etc.

	Exercice 2005
1) Taux d'escompte pension de retraite	2,0 %
2) Méthode d'affectation périodique pour les prestations de départ à la retraite	méthode forfaitaire de pension
3) Période d'amortissement des obligations pour services passés	1
4) Autres (période d'amortissement des différences actuarielles, taux de rendement réel, etc.)	1

Remarques sur l'état du flux de trésorerie

Les fonds figurant dans les états du flux de trésorerie sont les espèces, les comptes de dépôt et les comptes chèques.

1) Relation entre le solde des fonds en début d'année et les montants des comptes de bilan

(Unité : JPY)

	(au 31 mars 2006)
Disponibilités et dépôts	38 661 509 775
Dépôts à terme	- 31 800 000 000
Solde des fonds en début d'année	6 861 509 775

2) Description des principaux mouvements hors fonds

(Unité : JPY)

Actifs obtenus en location acquisition	(au 31 mars 2006)
Véhicules et autres moyens de transport	26 030 534
Solde des fonds en début d'année	749 257 311
Total	775 287 845

Remarques sur l'état des coûts de fonctionnement des services administratifs

Salariés prêtés par des administrations, comptabilisés comme des coûts d'opportunité

Sur l'accroissement prévisionnel des primes de départ non incluses dans la provision, 33 479 260 JPY ont été comptabilisés comme une augmentation, sur l'exercice courant, de la dotation pour le départ à la retraite et le licenciement de 40 salariés prêtés.

Pertes et profits selon la méthode de mise en équivalence, etc.

N'ayant pas de filiales, la JICA ne prépare pas d'états financiers consolidés. Le 20 octobre 2005, la JADECO (Japan-Brasil Agricultural Development Corporation), qui est l'unique société liée à la JICA, a décidé de sa dissolution et la liquidation devrait intervenir à la fin de l'exercice en cours. Étant donné que JADECO n'a plus d'activités commerciales régulières, les pertes et profits la concernant et découlant de la méthode de mise en équivalence ne sont pas comptabilisés. La situation financière de la société à la date précédente la plus proche est la suivante :

(Unité : JPY)

Actif net	951 063 650
Participation de la JICA	475 531 825
Valeur attribuée aux investissements dans les stocks de JADECO	428 445 102

Charge de la dette importante

Sans objet

Faits importants postérieurs au bilan

Sans objet

Bureaux de représentation de la JICA

Asie

Bangladesh

JICA Bangladesh Office
UDAY Tower (7th floor), Plot No.57 & 57/A, Gulshan Avenue
(South), Circle-1, Dhaka-1212, Bangladesh
(Banani P.O. Box No. 9030, Dhaka-1213, Bangladesh)
Tél. : + (880-2)-9891897

Cambodge

JICA Cambodia Office
House No. 440A+448AEO, Monivong Blvd, Sangkat Tonle Bassac,
Khan Chamkannon, Phnom Penh, Cambodia
(P.O. Box 613, Phnom Penh, Cambodia)
Tél. : + (855-23)-211673

Chine

JICA China Office
Room No. 1111, Beijing Fortune Building,
5 Dong San Huan Bei-Lu, Chao Yang District,
Beijing 100904, People's Republic of China
Tél. : + (86-10)-6590-9250

Inde

JICA India Office
3A, 3rd Floor, Lotus Towers Community Centre, New Friends
Colony, New Delhi-110065, India
Tél. : + (91-11)-4167-2580

Indonésie

JICA Indonesia Office
Plaza B II Tower II 27th Floor, JI. M.J.I.
Thamrin 51, Jakarta Pusat 10350, Indonesia
Tél. : + (62-21)-390-7533

Kirghizistan

JICA Kyrgyz Republic Office
3rd Floor, Demir Kyrgyz International Bank Building, 245,
Chui Av., Bishkek, 720001, Kyrgyz Republic
Tél. : + (996)-312-900270

Laos

JICA Laos Office
Sihom Commerce Center Building 3rd Floor, Building No. 006,
Luangprabang Rd. Ban Sihom, Chantabouly District, Vientiane City, Lao P.D.R.
(P.O. Box 3933, Vientiane, Lao P.D.R.)
Tél. : + (856-21)-241100

Malaisie

JICA Malaysia Office
Suite 29.03, Level 29, Menara Citibank, 165,
Jalan Ampang, 50450 Kuala Lumpur, Malaysia
Tél. : + (60-3)-21668900

Mongolie

JICA Mongolia Office
7F, Bodi Tower, Sukhbaatar Square 3, Ulaanbaatar, Mongolia
(Central P.O. Box 682, Ulaanbaatar 13, Mongolia)
Tél. : + (976-11)-325939

Myanmar

JICA Myanmar Office
701, 7th Floor, Sakura Tower, 339,
Hogyoke Aung San Road,
Kyaoktada Township, Yangon, Myanmar
(Adresse postale : c/o Technical Cooperation Section, Embassy of
Japan, No. 100, Natogyale Road, Yangon, Myanmar, P.O. Box 341)
Tél. : + (95-1)-255473

Népal

JICA Nepal Office
Block B, Karmachari Sanchaya Kosh Building
Hariharbhavan, Lalitpur, Nepal (P.O. Box 450, Kathmandu, Nepal)
Tél. : + (977-1)-552711

Ouzbékistan

JICA Uzbekistan Office
5th Floor, International Business Center,
107-B, Amir Temur Str., Tashkent 700084, Uzbekistan
Tél. : + (998-71)-120-7966

Pakistan

JICA Pakistan Office
Comsats Building, 3rd Floor,
Shahrah-e-Jamhuriat, G-5/2, Islamabad, Pakistan
(P.O. Box 1772, Islamabad, Pakistan)
Tél. : + (92-51)-2829473

Philippines

JICA Philippines Office
40th Floor, Yuchengco Tower RCB Plaza,
Ayala Av., Makati City, Philippines
(P.O. Box 1026, Makati Central Post Office, Philippines)
Tél. : + (63-2)-889-7119

Sri Lanka

JICA Sri Lanka Office
Green Lanka Tower, 5th Floor, 46/46, Nawam Mawatha,
Colombo-2, Sri Lanka
(P.O. Box No. 2068, Colombo, Sri Lanka)
Tél. : + (94-11)-2303700

Thaïlande

JICA Thailand Office
167/41, New Petchburi Road, Bangkok 10320, Thailand
Tél. : + (66-2)-251-1655

Timor Leste

JICA Timor-Leste Office
No. 26, Farol Area, Dili, Timor-Leste
(CPA No. 83, Dili, Timor-Leste)
Tél. : + (670)-3312420

Vietnam

JICA Viet Nam Office
16th Floor, Office Tower, Daeha Business Center,
360 Kim Ma Street, Ba Dinh District,
Hanoi, Viet Nam
Tél. : + (84-4)-8315005

Océanie

Fidji

JICA Fiji Office
7th Floor, Dominion House, Suva, Fiji
(JICA Private Mail Bag, Suva, Fiji)
Tél. : + (679)-3-302522

Papouasie-Nouvelle-Guinée

JICA Papua New Guinea Office
1st Floor, Pacific Place Building, Musgrave St., Port Moresby, Papua
New Guinea
(P.O. Box 1600, Port Moresby, N.C.D., Papua New Guinea)
Tél. : + (675)-321-2677

Samoa

JICA Samoa Office
Mulival, Apia, Samoa
(P.O. Box No. 1625, Apia, Samoa)
Tél. : + (685)-22572

Amérique latine

Argentine

JICA Oficina en Argentina
Edificio Maipú 1300, Piso 21 C1006ACT Buenos Aires, Argentina
Tél. : + (54-11)-4313-8901

Bolivie

**Agencia de Cooperación
Internacional del Japon en Bolivia**
Av. Victor Sanjinés No. 2678 Edificio
Barcelona Piso 5 La Paz, Bolivia
(Cajón Postal No. 11447, La Paz, Bolivia)
Tél. : + (591-2)-2422221

Brésil

**Escritório Anexo da Embaixada do Japão
JICA Brasil Office**
SCS Quadra 01, Bloco "F" Ed. Camargo Correa 12º
andar Brasília - DF - Brazil
(Caixa Postal 09942, Cep 70.040 - 976 - Brasília - DF - Brazil)
Tél. : + (55-61)-3321-6465

Chili

JICA Chile Office
Av. Apoquindo 3650, Of. 704,
Las Condes, Santiago, Chile
(Casilla 16137, Correo 9, Santiago, Chile)
Tél. : + (56-2)-208-9990

Colombie

JICA Oficina en Colombia
Carrera 7, No. 73-55, Piso 13, Edificio UTM Bursátiles,
Bogotá D.C., Colombia
(Apartado Aéreo No. 90861, Bogotá, D.C., Colombia)
Tél. : + (57-1)-312-1117

Dominicaine (République)

JICA Oficina en la República Dominicana
Av. Sarasota No.20, Edificio Torre Empresarial
AIRD, Piso 7, La Julia, Santo Domingo,
República Dominicana
(Apartado Postal No. 1163, Santo Domingo,
República Dominicana)
Tél. : + (1-809)-381-0005

Honduras

JICA Oficina en Honduras
Calle Santa Rosa Colonia Lomas del Mayab,
Casa No.1346, Tegucigalpa, M.D.C., Honduras,
Central America
(Apartado Postal No. 1752, Tegucigalpa,
M.D.C., Honduras, Central America)
Tél. : + (504)-232-6727

Mexique

JICA Oficina en México
Edificio Nacional No. 418-201 Col. Chapultepec Morales,
Mexico, D.F., C.P. 11570
Tél. : + (52)-55-5545-2476

Panama

JICA Oficina en Panamá
Edificio World Trade Center Panamá, Piso 4,
Calle 53 E, Urbanización Marbella,
Ciudad de Panamá, República de Panamá,
(Apartado 0832-00900 World Trade Center Panamá,
Panamá, República de Panamá)
Tél. : + (507)-264-9669

Paraguay

JICA Paraguay Office
Avenida Mariscal Lopez 3794 Esquina Cruz del Chaco,
Edificio Citibank Center Piso 5, Asunción-Paraguay
(Avenida Mariscal Lopez 3794 Esquina Cruz del Chaco,
Edificio Citibank Center Piso 5, Asunción-Paraguay,
Casilla de Correo 1121)
Tél. : + (595)-21-608400

Pérou

JICA Oficina en el Peru
Av. Angamos Oeste 1381, Santa Cruz,
Miraflores, Lima, Peru
(Apartado Postal 18-0261, Lima 18, Peru)
Tél. : + (51-1)-221-2433

Salvador

Oficina Residente Representativa de JICA
Calle y Colonia La Mascota No.521-A, San Salvador,
El Salvador, C.A.
(Apartado Postal No. 01-114, San Salvador, El Salvador, C.A.)
Tél. : + (503)-22630940

Moyen-Orient et Maghreb

Afghanistan

JICA Afghanistan Office
No. 49, Wazir Akhbar Khan Main Street,
in front of Wazir Akhbar Khan Mosque, Kabul,
Afghanistan
(CPO Box. 461, Kabul, Afghanistan)
Tél. : + 873-763-424422 (tamarsaw)

Arabie saoudite

JICA Saudi Arabia Office
Economic Section, Annex of Japanese Embassy
Block No. 55, Amer Ibn Aws Street,
Al-Raed District, Riyadh, Saudi Arabia
(P.O. Box 90552, Riyadh 11623, Saudi Arabia)
Tél. : + (966-1)-488-2212

Égypte

JICA Egypt Office
World Trade Center 10th Floor,
1191 Comiche El Nile St., Boulak, Cairo, Egypt
(P.O. Box 475, Dokki, Egypt)
Tél. : + (20-2)-3748240

Jordanie

JICA Jordan Office
Fountain Plaza, Abdel Rahim Haj-Mohammad Street, Sweifeich,
Amman, Jordan
(P.O. Box 926355, Amman, 11190, Jordan)
Tél. : + (962-6)-5858921

Maroc

Bureau de la JICA au Maroc
6, Rue Rif, Route des Zaïres, Souissi, Rabat,
Maroc
Tél. : + (212-37)-638708

Syrie

JICA Syria Office
No. 28 Al Mahdi Bin Baraka St.,
Abou-Roumaneh, Damascus, Syria
(P.O. Box 10012, Damascus, Syria)
Tél. : + (963-11)-3339359

Tunisie

Bureau de la JICA en Tunisie
16, rue Jaïfer El Damaki, Mutuelleville
1002 Tunis, Tunisie
(B.P. 764, 1080, cedex, Tunis, Tunisie)
Tél. : + (216-71)-786-386

Turquie

JICA Turkey Office
Ugur Mumcu Cad. 88/6 B Block,
Gaziosmanpasa 06700 Ankara, Turkey
(P.K. 117 Kavaklıdere 06692, Ankara, Turkey)
Tél. : + (90-312)-447-2330

Territoires palestiniens

JICA Office in Gaza
No. 102 Riyad Tower,
136/57 Damascus St., Al-Remal, Gaza
(Adresse postale : Mr. Takeshi Nause, JICA Office in Tel-Aviv
c/o Embassy of Japan, Mailbox 38, Asia House 4th floor,
4 Weizman St., 64239, Tel-Aviv, Israel)
Tél. : + (972-3)-6958291 (Tel-Aviv)

Afrique

Afrique du Sud

JICA South Africa Office
1st Floor Bank Forum Building,
Fehrsen & Veale St., New Muckleneuk,
Pretoria, Republic of South Africa
(P.O. Box 14068 Hatfield 0028, Pretoria, Republic of South
Africa)
Tél. : + (27-12)-346-4493

Burkina Faso

Bureau de la JICA au Burkina Faso
Cité Socogib (ILM), Petit Paris (Secteur 8), entre l'avenue
du Mogho et la rue Gandin, derrière le Service du Contrôle de
la Migration, Ouagadougou, Burkina Faso
(01 B.P. 1484 Ouagadougou 01, Burkina Faso)
Tél. : + (226)-50-346521

Éthiopie

JICA Ethiopia Office
Woreda 18, Kebele 36, House No. 676/05,
Addis Ababa, Ethiopia
(MUNA Building, 6-7F)
(P.O. Box 5384, Addis Ababa, Ethiopia)
Tél. : + (251-1)-11-504755

Ghana

JICA Ghana Office
4th Floor, Millentium Heights Building,
14 Liberation Link,
Airport Commercial Area, Accra, Ghana
(P.O. Box A.N. 6402, Accra-North, Ghana)
Tél. : + (233-21)-760781

Kenya

JICA Kenya Office
The Rahimulla Trust Tower 10th and 11th Floors,
Upper Hill Rd., Nairobi, Kenya
(P.O. Box No. 50572-00200, Nairobi, Kenya)
Tél. : + (254-20)-2724121

Madagascar
Bureau de la JICA à Madagascar
 Prés. lot II Y 53 bis, rue Dr. Césaire Rabenonjo, Andranarivo, Antananarivo 101, Madagascar
 (B.P. 60120, Antananarivo 101, Madagascar)
 Tél. : + (261)-20-2259410

Malawi
JICA Malawi Office
 Raza House, Area 13, Plot No. 100, City Centre, Lilongwe 3, Malawi
 (P.O. Box 30321, Capital City, Lilongwe 3, Malawi)
 Tél. : + (265)-1-771644

Mozambique
JICA Mozambique Office
 Av. 24 de Julho No. 7, 5^e andar, Escritório A, B e F, Maputo, Mozambique (P.O. Box 2650, Maputo, Mozambique)
 Tél. : + (258)-1-486357

Niger
Bureau de la JICA au Niger
 No. 521, rue des Laes, PL521, quartier Plateau, Commune 1, Niamey, Niger (B.P. 10036, Niamey, Niger)
 Tél. : + (227)-20-73-55-69

Nigeria
JICA Nigeria Office
 2nd Floor, AP Plaza, Adefokunbo Ademola Crescent, Wuse II, Abuja, Nigeria (P.M.B. 5090 Wuse, Abuja, Nigeria)
 Tél. : + (234-9)-523-2869

Ouganda
JICA Uganda Office
 East African Development Bank Building, 5th Floor, Plot No. 4, Nile Av., Kampala, Uganda (P.O. Box. 12162, Kampala, Uganda)
 Tél. : + (256)-41-254326

Sénégal
Bureau de la JICA au Sénégal
 Immeuble AHM - 5^e étage, 20, av. Léopold Sédar Senghor, Dakar, Sénégal (B.P. 3323, Dakar, Sénégal)
 Tél. : + (221)-8216919

Tanzanie
JICA Tanzania Office
 3rd Floor, Barclays House 1008/1 Ohio St., Dar es Salaam, Tanzania (P.O. Box 9450, Dar es Salaam, Tanzania)
 Tél. : + (255-22)-2113727

Zambie
JICA Zambia Office
 Plot No. 11743A, Brentwood Lane, Longacres, Lusaka, Zambia
 (P.O. Box 30027, Lusaka 10101, Zambia)
 Tél. : + (260-1)-254501

Zimbabwe
JICA Zimbabwe Office
 8th Floor, Intermarket Life Towers, 77 Jason Moyo Av., Harare, the Republic of Zimbabwe
 (P.O. Box 4060, Harare, Zimbabwe)
 Tél. : + (263-4)-252500

● **Europe**
Autriche
JICA Austria Office
 Dr. Karl Lueger-Ring 10, 5th Floor, A-1010 Wien, Austria
 (Dr. Karl Lueger-Ring 10, A-1010 Wien, Austria)
 Tél. : + (43-1)-3156565

France
Bureau de la JICA en France
 8, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, France
 Tél. : + (33) (0)1-40200421

Royaume-Uni
JICA United Kingdom Office
 72 Hammersmith Road, London, W14 8TJ, U.K.
 Tél. : + (44-20)-7533-6560

● **Amérique du Nord**
États-Unis
JICA USA Office
 1776 I Street, N.W., Suite No. 895, Washington D.C., 20006, U.S.A.
 Tél. : + (1-202)-293-2334

Bureaux de la JICA et des JOCV

● **Asie**
Bhoutan
JICA Bhutan Office
 Doy-bun Lam/Memorial Chorten, Thimphu, Bhutan (P.O. Box. 217, Thimphu, Bhutan)
 Tél. : + (975-2)-322030

Singapour
JICA Singapore Office
 Room 801, RELC Building 30, Orange Grove Road, Singapore 258352
 Tél. : + (65)-67340706

● **Océanie**
Micronésie (États fédérés)
JICA Micronesia Office
 3rd Floor Martin's Building, Kaseleleth St., Kolonia, Pohnpei 96941, The Federated States of Micronesia
 (P.O. Box 6, Kolonia Pohnpei 96941, The Federated States of Micronesia)
 Tél. : + (691-320)-5350

Palau (république)
JICA Palau Office
 George Ngirasael Commercial Building, Koror, Palau 96940
 (P.O. Box 6047, Koror, Republic of Palau 96940)
 Tél. : + (680)-488-5373

Salomon (îles)
JICA Solomon Islands Office
 1st Floor, Solomon Islands, Mutual Center Building, Town Ground, Mendiana Av., Honiara, Solomon Islands
 (P.O. Box 793, Honiara, Solomon Islands)
 Tél. : + (677)-24170

Tonga
JICA Tonga Office
 Level 3, National Reserve Bank of Tonga Building, Salote Road, Pasi-moe-Afi, Nuku'alofa, Kingdom of Tonga (P.O. Box 413, Nuku'alofa, Kingdom of Tonga)
 Tél. : + (676)-23072

Vanuatu
JICA Vanuatu Office
 Pierre Lamy Street, Port Vila, Vanuatu (P.M.B. Port Vila, Vanuatu)
 Tél. : + (678)-23546

● **Amérique latine**
Costa Rica
JICA Costa Rica Office
 Avenida 1^{er} era, calle 39, Barrio Dent, San Pedro, Edificio Delfos 3er Piso (100mts' Norte de la Agencia Subaru), San José, Costa Rica A.C.
 (Apartado Postal No. 666-2010, Zapote, San José, Costa Rica A.C.)
 Tél. : + (506)-225-3114

Guatemala
Oficina de Voluntarios Japoneses
 18 Calle, 5-56 Zona 10 Guatemala
 Edificio Unicenro 12 Nivel Oficina 1203, Guatemala (Oficina de Voluntarios Japoneses, Apartado Postal No. 269-A, Guatemala, Guatemala)
 Tél. : + (502)-23661919

Jamaïque
JICA/JOCV Jamaica Office
 8th Floor, Island Life Centre 6, St. Lucia Av. Kingston 5, Jamaica (W.I.)
 (P.O. Box 8202, C.S.O., Kingston, Jamaica (W.I.))
 Tél. : + (1-876)-9294069

Nicaragua
JICA Nicaragua Office
 Ofi plaza El Retiro, Edificio, No. 6, Piso 3, Suite 631, Managua, Nicaragua
 (Ofi plaza El Retiro, Edificio, No. 6, Piso 3, Suite 631, P.O. Box 509, Managua, Nicaragua)
 Tél. : + (505)-2702229

● **Moyen-Orient**
Iran
JICA Iran Office
 4th Floor, No. 6, 15th Alley, Gandi St., Tehran, Iran
 (P.O. Box 15175/655, Tehran 1517886614, Iran)
 Tél. : + (98)-21-8864-8050

● **Afrique**
Botswana
JICA/JOCV Botswana Office
 1st Floor, Plots 89/6/897 Kaunda Road, Gaborone, Botswana (Private Bag 00369, Gaborone, Botswana)
 Tél. : + (267)-3912176

Cameroun
Bureau de la JICA au Cameroun
 923, rue 1828, Bastos-Ekououdou, Yaoundé, Cameroun
 (B.P. 13538, Yaoundé)
 Tél. : + (237)-201-3162

Côte d'Ivoire
Bureau de la JICA en Côte d'Ivoire
 No. 73 du Bâtiment H2 sis au 7^e étage de l'immeuble les Harmonies, bd. Roume au Plateau, Abidjan, Côte d'Ivoire
 Tél. : + (225)-20-22-22-90
 (Adresse postale : c/o Bureau de la JICA au Burkina Faso, 01 B.P. 1484 Ouagadougou 01, Burkina Faso)

Rwanda
Bureau de la JICA au Rwanda
 No. 1117, rue de l'Umuganda Kacyiru, Kigali, Rwanda
 (B.P. 6878, Kacyiru, Kigali, Rwanda)
 Tél. : + (250)-582589

● **Europe**
Bulgarie
JICA/JOCV Bulgaria Office
 Interpred-WTC Sofia Bldg, Block A, 9th Floor, Office 901, 36 Dragan Tsankov Blvd, Sofia 1057, Bulgarie
 Tél. : + (359-2)-971-2170

Hongrie
JICA/JOCV Hungary Office
 (Adresse postale : JOCV Hungary Office)
 1075 Budapest, Károlyi Körút 11 7A, Hungary
 Tél. : + (36-1)-269-7884

Pologne
JICA/JOCV Poland Office
 A1, Jana Pawla 11 18, 1st Floor 00-116, Warszawa, Poland
 Tél. : + (48-22)-6270164

Roumanie
JICA/JOCV Romania Office
 Aleea Alexandru 9A, 3rd Floor, Sector 1, Bucharest, Romania (P.O. Box 67-3, Bucharest, Romania)
 Tél. : + (40-21)-231-6723

Bureaux des JOCV

● **Asie**
Maldives
JOCV Maldives Office
 1st Floor, Radiunge-Aage, Neelofaru Magu Galohu, 20130 Male, Republic of Maldives
 (P.O. Box 2007, Male, Republic of Maldives)
 Tél. : + (960)-332-2049

● **Océanie**
Marshall (îles)
JOCV Marshall Islands Office
 1st Floor, P.I.I. Complex, Delap Village Majuro Atoll, MH 96960 Republic of The Marshall Islands (RMI)
 (P.O. Box F, Majuro, MH, 96960 Rep. of The Marshall Islands (RMI))
 Tél. : + (692)-625-5437

● **Amérique latine**
Belize
JOCV Belize Office
 Apt. 301, Belize Marina Towers, Newton Barracks, Belize City, Belize, C.A. (P.O. Box 224, Belize, C.A.)
 Tél. : + (501-2)-23-4404

Dominique
JOCV Dominica Office
 The Globe, 106 Independence St., Roseau, Commonwealth of Dominica W.I.
 (P.O. Box 163, Roseau, Commonwealth of Dominica, W.I.)
 Tél. : + (1-767)-440-3184

Équateur
JOCV Ecuador Office
 Av. Amazonas N34-289 entre Atahualpa y Nuñez de Vela, Edificio El Dorado, Piso 8, Quito, Ecuador
 (P.O. Box 17-21-01466, Quito, Ecuador)
 Tél. : + (593-2)-2248470

Saint-Vincent et les Grenadines
JOCV Saint Vincent and the Grenadines Office
 Villa Point Indian Bay Saint Vincent and the Grenadines, West Indies
 (P.O. Box 2355 Kingstown General Post Office, Saint Vincent and the Grenadines)
 Tél. : + (1-784)-457-5184

Sainte-Lucie
JOCV Saint Lucia Office
 23 Brazil Street, 2nd Floor of Kaycees Building, Castries, Saint Lucia, W.I. (P.O. Box 1042, Castries, Saint Lucia, W.I.)
 Tél. : + (1-758)-453-6032

Uruguay
Oficina de Voluntarios Senior de JICA en Uruguay
 Bulevar General Artigas 417, Of.601, Montevideo, Uruguay (Casilla de Correo 330, Montevideo, Uruguay)
 Tél. : + (598-2)-712-2723

Venezuela
JOCV Venezuela Office
 JOCV de Venezuela Edif. Centro Letonia, Piso 10, Oficina 101, Av. Principal de La Castellana, La Castellana, Caracas, Venezuela
 (Apartado Postal No. 61596, Zona Postal 1060, Caracas, Venezuela)
 Tél. : + (58-212)-267-9280

● **Moyen-Orient**
Yémen
JOCV Yemen Office
 House No. 10, Street No. 27, Off Atman St., Sana'a, The Republic of Yemen (P.O. Box 15087, Sana'a, The Republic of Yemen)
 Tél. : + (967)-1-448117

● **Afrique**
Bénin
Bureau des JOCV au Bénin
 Djomchoutin Haic-vive IL.OT 628-G, Cotonou, R.P. Bénin (01 B.P. 7097 Cotonou, R.P. Bénin)
 Tél. : + (229)-3099907

Djibouti
Bureau des JOCV à Djibouti
 Rue de Kampala, 107 du Héron, B.P. 2627, Djibouti, République de Djibouti (B.P. 2627, Djibouti, République de Djibouti)
 Tél. : + (253)-250251

Gabon
Bureau des JOCV au Gabon
 Quartier Louis, boulevard Joseph, 4e rue, Libreville, Gabon
 (B.P. 456 Libreville, Gabon)
 Tél. : + (241)-44-33-45

Namibie
JOCV Namibia Office
 17 L.L. Jencron St., Eros Windhoek, Namibia
 (Private Bag 12047, Ausspannplatz, Windhoek, Namibia)
 Tél. : + (264)-61-301236

Antenne régionale

Bésil
São Paulo Branch Office
 (Escritório Anexo do Consulado Geral do Japao em São Paulo)
 Av. Paulista 37-1^o Andar, Conj. JI Paraisópolis, São Paulo-S.P.
 Brasil, CEP. 01311-902
 Tél. : + (55-11)-3251-2655

Bureaux d'appui régional

JICA Regional Support Office for Asia
 Même adresse que le bureau de la JICA en Thaïlande

JICA Regional Support Office for Oceania
 Même adresse que le bureau de la JICA aux Fidji

JICA Regional Support Office for Central America and the Caribbean
 Même adresse que le bureau de la JICA au Mexique

JICA Regional Support Office for Eastern and Southern Africa
 The Rahimulla Tower 17th Floor, Upper Hill Road, Nairobi, Kenya - Même boîte postale que le bureau de la JICA au Kenya
 Tél. : + (254)-202724152

Bureau d'appui régional de la JICA pour l'Afrique occidentale et centrale
 Même adresse que le bureau de la JICA au Sénégal

JICA Regional Support Office in South Africa
 Même adresse que le bureau de la JICA en Afrique du Sud

Aperçu des antennes régionales

Le tableau ci-dessous regroupe les antennes régionales, ainsi que les centres internationaux et les centres de formation.

Nom	Adresse	Année d'ouverture	Capacité	Public concerné	Préfectures couvertes
Institut de coopération internationale	10-5 Ichigaya Honmura-cho, Shinjuku-ku, Tokyo 162-8433 Tél. : + (81-3)-3269-2911	1983	70	Participants à des formations techniques	—
Centre de Hiroo (JICA Global Plaza)	2-24 Hiroo 4-chome, Shibuya-ku, Tokyo 150-0012 Tél. : + (81-3)-3400-7717	1968	46	JOCV, etc.	Tokyo, Tochigi, Gunma, Saitama, Chiba, Niigata, Yamanashi**1
Centre international de Sapporo	4-25 Minami, Hondori 16-chome, Shiroishi-ku, Sapporo City, Hokkaido 003-0026 Tél. : + (81-11)-866-8333	1995	97	Participants à des formations techniques	Hokkaido (Sud, Nord)
Centre international d'Obihiro	1-2 Nishi 20-jo Minami 6-chome, Obihiro City, Hokkaido 080-2470 Tél. : + (81-155)-35-1210	1995	48	Participants à des formations techniques	Hokkaido (Est)
Centre international de Tsukuba	3-6 Koyadai, Tsukuba City, Ibaraki Prefecture 305-0074 Tél. : + (81-29)-838-1111	1996*	195	Participants à des formations techniques	Ibaraki
Centre international de Tokyo	49-5 Nishihara 2-chome, Shibuya-ku, Tokyo 151-0066 Tél. : + (81-3)-3485-7051	1986	446	Participants à des formations techniques	Tokyo, Tochigi, Gunma, Saitama, Chiba, Niigata, Yamanashi**1
Centre international de Yokohama	3-1 Shinko 2-chome, Naka-ku, Yokohama City, Kanagawa Prefecture 231-0001 Tél. : + (81-45)-663-3251	2002	108	Participants à des formations techniques, volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger, participants d'ascendance japonaise à des formations techniques	Kanagawa
Centre international du Chubu	2-73 Kamenoi, Meito-ku, Nagoya City, Aichi Prefecture 465-0094 Tél. : + (81-52)-702-1391	1971	86	Participants à des formations techniques	Shizuoka, Aichi, Gifu, Mie
Centre international d'Osaka	25-1 Nishitoyokawa-cho, Ibaraki City, Osaka Prefecture 567-0058 Tél. : + (81-72)-641-6900	1994	290	Participants à des formations techniques	Shiga, Kyoto, Nara, Osaka, Wakayama
Centre international du Hyogo	5-2 Wakihama Kalgandori 1-chome, Chuo-ku, Koba City, Hyogo Prefecture 651-0073 Tél. : + (81-78)-261-0341	2002	96	Participants à des formations techniques	Hyogo
Centre international du Chugoku	3-1 Kagamiyama 3-chome, Higashi Hiroshima City, Hiroshima Prefecture 739-0046 Tél. : + (81-824)-21-6300	1997	48	Participants à des formations techniques	Okayama, Hiroshima, Shimane, Tottori, Yamaguchi
Centre international de Kyushu	2-1 Hirano 2-chome, Yahata Higashi-ku, Kitakyushu City, Fukuoka Prefecture 805-8505 Tél. : + (81-93)-671-6311	1989	145	Participants à des formations techniques	Ensemble de l'île de Kyushu
Centre international d'Okinawa	1143-1 Aza Maeda, Urasoe City, Okinawa Prefecture 901-2552 Tél. : + (81-98)-876-6000	1985	128	Participants à des formations techniques	Okinawa
Centre de formation de Nihonmatsu	4-2 Aza Nagasaka, Nagata, Nihonmatsu City, Fukushima Prefecture 964-8558 Tél. : + (81-243)-24-3200	1994	204	JOCV, participants à des formations techniques	Fukushima
Centre de formation de Komagane	15 Akaho, Komagane City, Nagano Prefecture 399-4117 Tél. : + (81-265)-82-6151	1979	238	JOCV	Nagano
Antenne du Tohoku	15F Sendai Daiichi Seimei Tower Bldg, 6-1 Ichiban-cho 4-chome, Aoba-ku, Sendai City, Miyagi Prefecture 980-0811 Tél. : + (81-22)-223-5151	—	—	—	Aomori, Iwate, Miyagi, Akita, Yamagata
Antenne du Hokuriku	4F Rifare (Office Tower), 5-2 Honmachi 1-chome, Kanazawa City, Ishikawa Prefecture 920-0853 Tél. : + (81-76)-233-5931	—	—	—	Toyama, Fukui, Ishikawa
Antenne de Shikoku	13F 114 Bldg, 5-1 Kamei-cho, Takamatsu City, Kagawa Prefecture 760-0050 Tél. : + (81-87)-833-0901	—	—	—	Ensemble de l'île de Shikoku

* Année de réforme de l'organisation

**1 Le Centre de Hiroo est un espace d'information du public sur la participation à la coopération internationale.

**2 Le Centre international de Tokyo est un centre de formation technique.

Actualité de la coopération internationale durant l'exercice 2005

Événements dans le monde

Événements au Japon

Actualité de la JICA

2005

Avril

- Des manifestations anti-japonaises gagnent l'ensemble de la Chine.
- Sommet Asie-Afrique à Bandung, Indonésie (22-23 avril)

Juin

- Mahmoud Ahmadinejad remporte les élections présidentielles en Iran. (24 juin)

Juillet

- Sommet du G8 à Gleneagles (6-8 juillet)
- Attentats terroristes à Londres (7 juillet)

Août

- La grippe aviaire s'étend à travers la Russie.
- La NASA lance un vaisseau spatial non habité vers la planète Mars. (12 août)
- L'ouragan Katrina frappe le sud-est des États-Unis, infligeant de terribles dégâts.

Septembre

- Lors du débat général d'ouverture de la 60^e Assemblée générale de l'ONU, le premier ministre japonais Junichirō Koizumi prononce un discours sur l'aide aux pays en développement intitulé « Turning Words into Actions » (Traduire les paroles en actes).
- À l'issue des élections législatives fédérales allemandes, Angela Merkel, présidente de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), accède au poste de chancelier fédéral d'Allemagne. (18 septembre)

Octobre

- Attentat terroriste à la bombe à Ball (4 octobre)
- L'ex-président du Pérou Alberto Fujimori est arrêté au Chili. (7 octobre)
- De grands tremblements de terre frappent le nord du Pakistan. (8 octobre)
- L'ouragan Wilma frappe la péninsule du Yucatán puis la Floride.
- Début du procès de Saddam Hussein, l'ex-président de l'Irak (19 octobre)
- Conférence internationale sur la grippe aviaire au Canada (24-25 octobre)
- Promulgation d'une nouvelle constitution en Irak (25 octobre)

Décembre

- Premier anniversaire du grand tremblement de terre de Sumatra et du tsunami dans l'océan Indien (16 décembre)

Avril

- Le groupe internet Livedoor et la chaîne de télévision Fuji Television annoncent la fin du conflit concernant les actions NBS et envisagent des accords commerciaux. (18 avril)
- Déraillement d'un train sur la ligne Fukuchiyama, exploitée au Japon par JR Ouest (25 avril)
- Lors du sommet Asie-Afrique, le premier ministre japonais Junichirō Koizumi annonce la volonté du Japon de doubler son APD en faveur de l'Afrique au cours des trois prochaines années.

Juin

- Foyer de grippe aviaire dans la préfecture d'Ibaraki (26 juin)

Juillet

- Découverte de plusieurs nouvelles incidences des maladies liées à l'amiante
- Lors du sommet de Gleneagles, le premier ministre japonais Junichirō Koizumi déclare s'engager à augmenter l'APD de 10 milliards USD au total au cours des cinq prochaines années.
- Lancement de la navette spatiale Discovery ; sortie dans l'espace de l'astronote japonais Soichi Noguchi (26 juillet)

Août

- Dissolution de la Chambre basse japonaise suite au rejet de la loi sur la privatisation des services postaux et des règles des autoroutes (8 août)

Septembre

- Le typhon Nabl cause de graves dommages sur l'île de Kyushu. (6 septembre)
- Le Parti libéral-démocrate (PLD) s'assure facilement la majorité absolue lors des élections législatives. (11 septembre)
- Aichi Expo 2005, Japon, première exposition internationale du XXI^e siècle, ferme ses portes. (25 septembre)

Octobre

- Vote de la loi sur la privatisation des services postaux (14 octobre)

Novembre

- Révélation d'un scandale de falsifications de données antisismiques

Avril

- Envoi d'une deuxième équipe de secours en cas de catastrophe (JDR) suite au grand tremblement de terre de Sumatra et au tsunami dans l'océan Indien (7 et 9 avril)
- Signature d'un accord de partenariat global entre la JICA et l'Université de Hokkaido (12 avril)

Mai

- Madame Sadako Ogata, présidente de la JICA, rencontre Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne. (16 mai)
- La présidente Sadako Ogata se rend en visite au Moyen-Orient. (16-26 mai)
- « Séminaire sur la coopération internationale » pour le Soudan, organisé par le Centre International de Tokyo (JICA Tokyo) (30 mai-10 juin)

Juillet

- Visite de la présidente Sadako Ogata dans la ville de Banda Aceh, qui a été durement touchée par le tsunami. (7-13 juillet)
- Premier cas d'application du système d'exécution rapide pour le soutien accordé au projet d'étude de développement de la région de Gaza et Jéricho (25 juillet)

Septembre

- Envoi d'équipes de JDR pour lutter contre la grippe aviaire en Indonésie (27 septembre)

Octobre

- Deuxième édition du prix de la présidente de la JICA (3 octobre)
- Envoi d'équipes de JDR lors du tremblement de terre dans le nord du Pakistan
 - Envoi d'une équipe de secours (9 octobre)
 - Envoi d'une première équipe médicale (10 octobre)
 - Envoi d'une seconde équipe médicale (20 octobre)
- Rencontre entre la présidente Sadako Ogata et Paul Wolfowitz, président de la Banque mondiale (12 octobre)
- « Séminaire sur la coopération internationale en faveur de la paix et de la reconstruction » pour la Sierra Leone, organisé au Centre International du Chugoku et au siège de la JICA (17 octobre-1^{er} novembre)
- Signature d'un mémorandum d'accord entre les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et les volontaires américains du Corps de la paix (25 octobre)
- Célébration du 40^e anniversaire de la création du programme des JOCV (29 octobre)

Décembre

- Signature d'un accord de partenariat global entre la JICA et l'Université de Hiroshima (14 décembre)

2006

Janvier

- Le premier ministre israélien Ariel Sharon est opéré d'urgence suite à une grave attaque cérébrale. (4 janvier)
- Ellen Johnson-Sirleaf est élue présidente du Libéria (elle est la première femme démocratiquement élue aux plus hautes fonctions dans un pays d'Afrique). (25 janvier)
- Le mouvement du Hamas remporte les élections législatives palestiniennes. (25 janvier)

Février

- La parution de caricatures du prophète Mahomet dans des journaux européens déclenche une vague de protestations dans le monde musulman.
- Jeux olympiques d'hiver à Turin (10-26 février)
- Gigantesque glissement de terrain sur l'île de Leyte aux Philippines (17 février)
- La présidente philippine Gloria Macapagal Arroyo décrète l'état d'urgence. (3 mars)

Mars

- Quatrième forum mondial de l'eau à Mexico (15-24 mars)
- Le parti centriste Kadima gagne les élections générales en Israël. (28 mars)
- Les islamistes du Hamas forment un gouvernement à parti unique en Palestine. (29 mars)

Janvier

- Takafumi Horie, PDG du groupe internet Livedoor est arrêté pour violation de la loi sur les opérations de bourse. (23 janvier)

Février

- Shizuka Arakawa décroche la médaille d'or en patinage artistique aux jeux olympiques d'hiver à Turin. (23 février)

Mars

- Le Japon devient champion du monde de baseball. (20 mars)
- Présentation devant la Diète du projet de loi promouvant la réforme administrative, notamment la réforme des institutions financières dépendant du gouvernement (10 mars)

2006

Février

- Fourniture d'une aide humanitaire d'urgence lors du gigantesque glissement de terrain sur l'île de Leyte aux Philippines

Mars

- Visite de la présidente Sadako Ogata en Chine (12-24 mars)

Terminologie de l'aide au développement et de la JICA

A

● Afrique subsaharienne

Région située au sud du désert du Sahara et regroupant 47 des 53 pays du continent africain.

● Aide alimentaire (KR)

Ce programme de coopération financière non remboursable a été lancé par le Japon suite à la Convention relative à l'aide alimentaire (CAA) de 1986. Aux termes de la CAA, l'engagement annuel minimum du Japon se monte à un total de 300 000 tonnes d'équivalent blé. Selon cette méthode de conversion, l'aide alimentaire du Japon est fournie sous la forme de dons en espèces devant servir à l'achat de produits alimentaires pour ou par le pays bénéficiaire. Les produits éligibles en tant qu'aide alimentaire sont les céréales, les légumineuses, l'huile comestible, les tubercules comestibles, la poudre de lait écrémé, le sucre, les semences de produits éligibles, et les produits qui entrent dans le régime alimentaire traditionnel des groupes vulnérables ou qui entrent dans des programmes de compléments nutritionnels conformes aux termes de la CAA.

● Aide bilatérale

Classification de l'APD se rapportant à l'aide mise en œuvre entre un pays industrialisé et un pays en développement. Flexible et précise, elle offre aussi l'avantage de renforcer les relations d'amitié entre les deux parties, du fait de l'effet direct des politiques d'aide et des réalisations du donateur sur le bénéficiaire.

● Aide financière non remboursable pour la réhabilitation de projets financés par des prêts en yens

Le fonds général — une des six grandes catégories de la coopération financière non remboursable — finance par des dons la modernisation de projets réalisés par des prêts en yens lorsque ces derniers sont inadaptés aux critères d'urgence, de rentabilité ou d'échelle.

● Aide financière non remboursable hors-projet pour l'ajustement structurel

Soutien à l'exécution d'une série de réformes économiques ou de plans sectoriels de développement. L'aide est « hors-projet » car elle n'est pas liée à la mise en œuvre de projets, comme la construction d'installations ou les activités de secours en cas de catastrophe.

● Aide financière non remboursable pour les microprojets locaux (APL) contribuant à la sécurité humaine

Subventions gérées par les représentations diplomatiques japonaises sur requête des gouvernements locaux et des organisations non gouvernementales (ONG) des pays en développement, en vue de soutenir des micro-projets qui ne relèvent pas de l'aide traditionnelle sous forme de dons.

● Aide multilatérale

Catégorie d'APD sous forme de contributions financières à la Banque mondiale et à des organisations internationales. Elle offre, d'une part, l'accès à un savoir spécialisé, à une vaste expérience et aux réseaux d'aide des organisations internationales et, de l'autre, le maintien d'une neutralité politique. L'aide multilatérale permet ainsi de porter assistance aux réfugiés et de lutter contre les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale, enjeux auxquels l'aide bilatérale peut

difficilement répondre. Elle s'avère par ailleurs efficace lorsque les informations sur les bénéficiaires et les modalités de l'aide sont insuffisantes.

● Aide sous forme de prêts

Emprunt public sur une base bilatérale assorti d'une longue période de remboursement et d'un faible taux d'intérêt. Au Japon, la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC) propose des prêts financés par l'aide publique au développement du Japon, appelés « prêts en yens ».

● Approche (ou démarche) par programme

Méthode d'aide combinant de manière organique un groupe de projets liés entre eux.

● Appropriation

Efforts d'auto-assistance d'un pays en développement. Les concepts de base de la nouvelle stratégie de développement du CAD sont l'« appropriation » (efforts d'auto-assistance des pays en développement) et le « partenariat » (liens avec les pays industrialisés en appui à l'appropriation).

● Association internationale de développement (AID)

Appelée également « Deuxième Banque mondiale ». La Banque mondiale et la Société financière internationale (SFI) étant des institutions financières qui fonctionnent sur un mode semi-commercial, il est apparu alors nécessaire de créer une institution apte à fournir aux pays en développement une aide aux conditions plus souples. Ainsi, l'AID a été créée en septembre 1960. En juin 2005, elle comptait 165 États membres. Les prêts ne sont accordés qu'aux pays membres.

● Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC)

Association fondée en 1985 pour la coopération régionale entre sept pays de l'Asie du Sud-Ouest.

● Autonomisation/habilitation

Avec l'acquisition et l'exercice d'une conscience individuelle, de capacités de prise de décisions autonomes et du pouvoir économique, social, juridique et politique, la faculté de prendre des décisions en toute indépendance contribue à gommer les inégalités sociales.

B

● Banque japonaise de coopération internationale (Japan Bank for International Cooperation ou JBIC)

Institution publique spéciale formée en octobre 1999 par la fusion de la Banque d'import-export du Japon (JEXIM) et du Fonds japonais de coopération économique outre-mer (OECF), la JBIC est aujourd'hui une institution administrative indépendante. Elle soutient les exportations, le financement des investissements et d'autres activités financières internationales, consent des prêts en yens et d'autres aides économiques aux pays en développement.

● Bonne gestion des affaires publiques

Sur le plan politique et administratif, elle consiste à assurer, entre autres, efficacité, cohérence, transparence, respect du droit, dialogue avec la société civile et réduction des dépenses militaires abusives. Dans son APD, le Japon considère que le développement en harmonie avec l'environnement et l'aide pour répondre aux BEEH réunit les éléments essentiels d'une coopération garantissant une bonne gestion des affaires publiques.

● Bureau de projets

Centre de soutien logistique et d'appui aux opérations établi sur le terrain pour une durée déterminée et dans un objectif particulier, notamment la construction de la paix et l'aide à la reconstruction.

C

● Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP)

Rapport que le Comité au développement du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale a demandé d'élaborer en 1999 aux différents pays pauvres très endettés (PPTÉ), chacun séparément, afin de statuer sur leur demande d'allègement de la dette. Dans la préparation de ce document, une attention toute particulière aux mesures de lutte contre la pauvreté est exigée.

● Centre Japon

Outil destiné à soutenir les efforts de réforme de la transition vers l'économie de marché dans les pays ex-socialistes de la Communauté des États indépendants (CEI), tels que le Kazakhstan et les États VCL (Vietnam, Cambodge et Laos). Le Centre Japon sert d'enceinte à diverses activités de coopération technique et culturelle du Japon axées sur l'envoi d'experts, le développement des ressources humaines par des stages de formation, des cours de japonais et d'introduction à la culture japonaise.

● Comité d'aide au développement (CAD)

Relevant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et créé en 1961, le CAD est chargé de diffuser l'information sur l'aide, d'ajuster les politiques d'aide et d'examiner la mise en œuvre de l'aide par les États membres et de leurs politiques dans ce domaine. Il adresse également des recommandations aux États membres si nécessaire. En 2005, le CAD comptait parmi ses membres 22 pays industrialisés et l'UE.

● Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD)

Conférence organisée en 1993 à Tokyo par le gouvernement du Japon pour discuter du développement de l'Afrique avec la participation de pays africains, de pays donateurs, d'organisations internationales et d'ONG. La deuxième conférence (TICAD II) a eu lieu en 1998, suivie en 2003 de la TICAD III. La quatrième conférence (TICAD IV) est prévue en 2008.

● Conseiller en formulation de projets

Conseiller envoyé par la JICA dans un pays en développement en vue de réunir des documents et des informations, de procéder à des échanges de vues avec les personnes compétentes, dans le but de formuler des projets de coopération efficaces et adaptés à la situation réelle dans le pays.

● Conseiller senior

Expert mandaté par la JICA dans le cadre d'activités de coopération technique. S'ils sont conseillers de haut niveau, chefs de projets ou experts à l'étranger, au Japon, ils conduisent et conseillent divers types de recherches, forment les futurs experts et encadrent les participants étrangers à une formation technique.

● Construction (ou consolidation) de la paix

Cycle d'opérations formant le processus global de restauration de la paix dans une zone de conflits, dont les composantes sont la prévention des conflits, l'aide humanitaire d'urgence, le redressement et la reconstruction, la prévention de la reprise des conflits et la promotion à grande échelle du développement.

● Coopération Sud-Sud

Expansion économique des pays en développement par la coopération régionale. Stratégie de l'aide basée sur le constat d'une disparité croissante entre les pays en développement qui remet en cause l'idée longtemps prédominante d'un développement indissociable de l'aide financière et technique des pays industrialisés. Le transfert en particulier par les pays du Nord de technologies à forte intensité de capital et de connaissances est souvent inadapté aux besoins de technologie à forte intensité de main-d'œuvre dans les pays du Sud. Depuis la fin des années 1970, la coopération entre les pays en développement baptisée « coopération Sud-Sud » est soutenue par les organisations internationales, au nombre desquelles la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

● Coopération ultérieure

Après l'achèvement d'un projet, aide accordée sous forme de don d'équipements, de mission d'experts, de soutien à l'établissement et la gestion d'associations d'anciens stagiaires de la JICA (programmes de formation technique et d'invitation de jeunes adultes) et d'envoi de matériels de référence aux ex-participants.

● Coordination de l'aide

Pour une utilisation plus efficace de l'aide, les donateurs coordonnent leurs actions et assurent l'adéquation entre l'assistance fournie et les priorités de développement du pays partenaire.

D

● Dépenses locales

Dépenses afférentes à la réalisation et à la gestion d'un projet à la charge du pays partenaire. Elles couvrent l'achat de terrain, les dépenses de personnel - homologues et membres du projet -, le transport intérieur d'équipements et de matériels, et les charges renouvelables (administration, entretien des bâtiments, équipements et matériels, dépenses de personnel).

● Développement centré sur la personne humaine

Approche de la coopération économique centrée sur la vie de l'être humain, le bien-être et le bonheur de l'individu. L'importance du « développement de la personne humaine » a été reconnue dès la fin des années 1980. La déclaration adoptée lors du sommet mondial des Nations unies pour le développement social en 1995, énonce que « la personne humaine sera placée au centre du développement et les économies orientées de façon à mieux satisfaire les besoins des populations » et précise que la coopération économique doit viser un « développement centré sur l'être humain ».

● Développement des capacités

Processus par lequel un pays en développement met en valeur ses propres capacités, afin de résoudre ses problèmes de développement. À la différence du renforcement des capacités, dont l'objectif consiste à consolider les capacités de l'extérieur, le développement fait référence au processus endogène de création, de renforcement et de maintien des capacités d'un pays en développement.

● Développement durable

Stratégie de développement qui reconnaît la nécessité de protéger l'environnement et de préserver les ressources en prenant en compte les besoins des générations futures.

● Développement participatif

L'intérêt pour la stratégie de développement participatif ne faiblit pas depuis la fin des années 1980. Selon ce concept,

l'efficacité et la durabilité de l'aide au développement sont renforcées lorsque la population locale bénéficiaire de la coopération peut participer au processus de prise de décisions et assurer ainsi une répartition plus équitable de l'aide.

● Diversité biologique (Convention sur la)

Convention assurant la protection systématique de la diversité biologique et encourageant une utilisation durable des ressources pour éviter la disparition d'autres espèces vivantes dans une perspective mondiale. Cette convention couvre donc trois niveaux de diversité : l'habitat, l'espèce et le matériel génétique.

● Donateur

Pays ou organisation qui fournit de l'aide, par opposition à « bénéficiaire », qui désigne le pays en développement qui reçoit l'aide.

E

● Élément de libéralité

Indice de libéralité des conditions d'octroi de l'aide. Plus les conditions d'un prêt (taux d'intérêt, période de remboursement, différé d'amortissement) sont avantageuses, plus l'élément de libéralité est important. Un don, ou un apport de coopération financière non remboursable, est une subvention à 100 %.

● Enjeux de portée mondiale

Problèmes ayant des répercussions au niveau mondial, tels que l'environnement, la population, le VIH/sida et le commerce illégal de la drogue, et auxquels seule la coopération internationale peut apporter une réponse.

● Étude de faisabilité

La faisabilité d'un projet dont la priorité est soulignée dans une étude de développement ou une politique est évaluée d'une manière objective afin de formuler un plan optimal de mise en œuvre dudit projet.

● Étude de formulation de projets

Lorsqu'une aide du Japon est fournie, la coordination entre les différents donateurs n'est pas toujours claire, notamment au regard des plans de développement du pays partenaire et des domaines de la coopération, son impact, son influence sur l'environnement et la société, et sa durabilité. Dans cette situation, la JICA réalise des études de formulation de projets, afin de déterminer le contexte de l'aide et d'être en mesure de parer à d'éventuelles insuffisances. Des missions d'étude sont envoyées sur site en vue de discussions avec le gouvernement partenaire et les organisations connexes, et un soutien est parfois fourni en matière de formulation des demandes d'aide.

● Étude du plan de base

Les décisions relatives notamment à la pertinence et au contenu d'un projet de coopération financière non remboursable sont prises par le gouvernement japonais à partir des études du plan de base réalisées par la JICA.

L'objectif de l'étude du plan de base est d'analyser les chances de réussite d'un projet, et de prévoir des plans de réalisation optimaux. Les principaux domaines couverts par l'étude permettent de définir : le plan de base du projet, les coûts de construction, les méthodes de travail, les options possibles, la faisabilité économique et technique, les aspects financiers et le montage administratif.

● Expert de pays tiers

En vue de soutenir la coopération Sud-Sud, un expert originaire d'un pays en développement est envoyé par la JICA dans un autre pays en développement dont l'environnement, les normes

technologiques, la culture et la langue sont similaires et garantissent ainsi un transfert de technologie mieux adapté et plus efficace entre les deux pays.

F

● Formation dans les pays en développement

Programme de formation de la JICA destiné à promouvoir le transfert et la dissémination des compétences dans des pays en développement par l'intermédiaire de ressources humaines locales formées au Japon. D'anciens participants à des stages de coopération technique deviennent à leur tour formateurs pour que la technologie apprise du Japon soit diffusée et implantée dans leur pays en fonction des conditions locales.

● Formation pour les pays tiers

Programme de formation de la JICA qui permet à un pays en développement de transmettre les compétences acquises du Japon à d'autres pays de la région. Selon ce concept, le Japon est le « premier pays », le pays en développement bénéficiaire d'un transfert de technologie du Japon est le « deuxième pays » et le pays voisin accueilli en formation dans ce cadre est le « pays tiers ».

● Fossé numérique

Décalage entre ceux qui disposent de l'information et les autres ; désigne l'écart économique qui se creuse entre les riches, qui continuent d'accroître leur puissance économique en cumulant des informations grâce aux ordinateurs et aux équipements de télécommunications, et qui distancent ainsi les pauvres sur le plan économique.

G

● Gestion du cycle du projet

Méthode de gestion participative s'appuyant sur un graphique sommaire appelé matrice de conception du projet et destiné à contrôler toutes les phases du processus, depuis la planification, le suivi, jusqu'à l'évaluation – auxquels participent les parties prenantes – en passant par la mise en œuvre du projet.

H

● Habilitation/autonomisation

Avec l'acquisition et l'exercice d'une conscience individuelle, de capacités de prise de décisions autonomes et du pouvoir économique, social, juridique et politique, la faculté de prendre des décisions en toute indépendance contribue à gommer les inégalités sociales.

● Homologues

Personnel local de contrepartie qui travaille avec des experts de la JICA et des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) chargés d'apporter une assistance technique dans un pays en développement et qui bénéficie dans ce contexte d'une formation sous forme de transfert de technologie.

I

● Indice du développement humain (IDH)

L'indice de développement humain mesure le niveau de développement des pays à partir de trois indicateurs distincts, l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation et le niveau de vie, indicateurs qui représentent trois éléments classiques du développement humain. L'indice IDH, qui fait la synthèse du niveau de vie (logarithme du PIB par habitant par parité de pouvoir d'achat), de la longévité (espérance de vie à la naissance) et du niveau d'éducation (calculé à partir des taux

d'alphabétisation et de scolarisation), est préconisé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

● Infrastructure

Il s'agit de formes diverses d'activités économiques fondamentales également appelées « ressources sociales ». L'infrastructure se décline suivant deux grandes catégories : d'une part, l'infrastructure économique, telle que l'énergie, les routes, les ports, les cours d'eau, les communications, les bases de l'agriculture, les chemins de fer et les aéroports, et, d'autre part, l'infrastructure sociale, autrement dit l'hygiène publique, l'éducation, le logement ou l'alimentation en eau et l'assainissement.

● Intégration des sexes/spécificités

La prise en compte des aspects liés à la problématique homme-femme dans les processus de développement permet d'intégrer l'égalité des sexes dans l'ensemble des politiques et des programmes : hommes et femmes peuvent alors participer aux processus de prise de décisions concernant toutes les questions de développement.

● Intrants

Fonds, ressources humaines, technologies, matériels, équipements, etc., utilisés pour le développement dans les pays en développement.

J

● JICA-Net

Coopération internationale en réseau proposant des téléconférences et des formations en ligne à des pays et des régions qui utilisent des technologies de l'information et de la communication (TIC), telles que les matériels multimédia de conférence en circuit fermé et Internet.

L

● Liste du CAD

Liste établie par le CAD, elle recense les pays et régions bénéficiaires sur lesquels portent les statistiques du CAD et comporte deux parties. La partie I comprend les pays en développement et la partie II ceux qui ont atteint un niveau de développement relativement avancé, comme certains pays d'Europe centrale et orientale ou de l'ancienne Union soviétique et Singapour.

M

● Matrice de conception du projet

Graphique sommaire utilisé pour la gestion du cycle du projet, elle indique l'objectif d'ensemble, la finalité du projet, les résultats, les activités, les indicateurs objectivement vérifiables, les moyens de vérification, les principales hypothèses, les conditions préalables et les ressources disponibles (intrants).

● Mercado Común del Sur (Mercosur)

Marché commun qui associe depuis 1991 l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Le Venezuela est devenu membre permanent depuis juillet 2006. Le Mercosur compte également cinq membres associés, que sont la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie et le Chili.

N

● Nation émancipée de l'aide

Pays en développement ayant atteint un niveau lui permettant de poursuivre et d'intensifier son progrès économique sans requérir l'aide de pays industrialisés. L'un des critères de reconnaissance d'un pays « émancipé de l'aide » est un produit national brut

(PNB) de plus de 8 625 USD par habitant.

● Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

Vision du développement de l'Afrique présentée par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) 2001, elle traduit la volonté de ce continent à faire le bilan de sa dépendance par rapport à l'aide et à œuvrer à son développement de sa propre initiative.

● Nouvelle stratégie de développement du CAD

Stratégie à long terme d'aide au développement adoptée en mai 1996 par le CAD en prévision du XXI^e siècle. Le Japon a joué un rôle clé dans sa formulation. Un « nouveau partenariat mondial » pour la réalisation d'objectifs de développement communs par un partage des responsabilités entre pays en développement et nations industrialisées y est proposé. Les objectifs de développement sont regroupés en trois catégories : le bien-être économique, le développement social, et une gestion des ressources durable et respectueuse de l'environnement. Parmi les objectifs plus spécifiques à atteindre figurent la réduction de la proportion des personnes vivant dans une pauvreté extrême, l'accès généralisé à l'enseignement primaire dans tous les pays et l'abaissement des taux de mortalité infantile et maternelle.

O

● Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

La déclaration adoptée lors du sommet du Millénaire des Nations unies en 2000, énonce les huit objectifs du Millénaire pour le développement à atteindre d'ici à 2015 : (1) éliminer l'extrême pauvreté et la faim ; (2) assurer une éducation primaire pour tous ; (3) promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; (4) réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans ; (5) améliorer la santé maternelle ; (6) combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies ; (7) assurer un environnement durable et (8) mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

● Obligation de rendre des comptes

Responsabilité d'expliquer avec exactitude et en des termes adaptés aux citoyens japonais et à la population du pays partenaire, le contenu, le financement et la justification des choix des programmes et des activités mis en œuvre dans le cadre de la coopération internationale et de l'aide au développement.

● Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Organisation internationale fondée en 1961 ayant pour objectif de promouvoir la croissance économique, l'aide aux pays en développement et l'expansion du commerce mondial. Depuis 2003, l'OCDE compte 30 pays membres.

P

● Paquet de mesures de coopération (coopération intégrée)

Fondé sur une approche globale des objectifs de développement dans des secteurs spécifiques prioritaires de l'aide, ce système associe diverses mesures de coopération technique et d'aide sous forme de don, notamment la formation internationale, l'envoi d'experts et de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV).

● Pauvreté

Les définitions varient suivant les pays et organismes donateurs ; toutefois, la pauvreté est généralement définie par rapport au

revenu annuel par habitant inférieur au minimum nécessaire pour la subsistance quotidienne (Banque mondiale) et en termes de qualité de vie et de facteurs sociaux autres que le revenu (PNUD). Les personnes qui répondent à cette définition forment la « population vivant sous le seuil de pauvreté ».

● Pays les moins avancés (PMA)

Établie sur la base du niveau de revenu des pays en développement, cette classification est utilisée par les Nations unies pour désigner les pays les moins avancés dans leur développement.

● Pays pauvres très endettés (PPTE)

Pays définis comme les plus pauvres et les plus lourdement endettés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale en 1996. En chiffres de 1993, PNB par habitant de moins de 695 USD, avec une dette cumulée en valeur actualisée nette (VAN) d'au moins 2,2 fois le niveau des exportations ou au moins 80 % du PNB. Au mois de mars 2002, on recensait 42 PPTE.

● Politique à moyen terme de l'APD

Présentation des politiques à moyen terme, du concept de base et des questions prioritaires liés à l'APD du Japon. Elle s'appuie dans sa formulation sur la Charte de l'APD, qui est le document fondateur des politiques en matière d'APD. La politique à moyen terme de l'APD a été revue en 2005 pour faire écho à la révision de la Charte de l'APD intervenue en 2003.

● Problématique homme-femme

Différenciation entre les sexes fondée sur des concepts sociaux plutôt que sur la biologie.

● Programme de partenariat

Programme d'aide en faveur d'un pays tiers réalisé conjointement et dans des conditions égales par le Japon et un pays en développement, dont la croissance économique résulte d'apports antérieurs d'aide.

● Programme sectoriel

Dans le cadre de ce programme, les contributions individuelles des donateurs sont regroupées par secteur de façon à coordonner les efforts de ces derniers avec les pays en développement. Il s'agit d'une approche efficace de l'aide qui permet de prendre en compte un secteur dans son intégralité.

R

● Renforcement des capacités

Il s'agit de relever la capacité du bénéficiaire à mettre en œuvre et à gérer le processus de renforcement institutionnel, autrement dit le processus par lequel les gouvernements des pays en développement acquièrent leur autonomie.

● Riz NERICA

Nouvelle variété hybride de riz obtenue à partir de croisement entre les riz africain et asiatique et qui présente des caractéristiques des deux souches parentes. Il devrait contribuer à assurer la sécurité alimentaire de l'Afrique, région dont l'environnement est hostile. NERICA est la forme abrégée de « New Rice for Africa » ou « nouveau riz pour l'Afrique ».

S

● Santé génésique

État de santé dans lequel toutes les fonctions et les processus actifs du système de l'appareil génital ne sont limités par aucune affection ou aucun trouble et sont entretenus d'une manière satisfaisante à la fois sur le plan physique, mental et social.

● Sécurité humaine

Ce terme a été utilisé en association avec le « développement centré sur l'être humain » dans le *Rapport sur le développement humain* du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en 1994. Il qualifie la situation dans laquelle les individus sont à l'abri de la faim, de la maladie, et de répressions liées à la race ou à des opinions. Pour le PNUD, elle se décline suivant sept catégories : alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle, communautaire locale, politique et économique.

● Soins de santé primaires

Soins de santé de base auxquels peuvent accéder les membres de la société au plan régional.

● Soutien politique et institutionnel

Divers types de soutien en rapport avec les compétences techniques nécessaires pour créer les conditions de mise en place d'une économie de marché et de systèmes associés opérationnels, ainsi que de développement des ressources humaines participant au processus de transition graduelle vers l'économie de marché et la démocratisation. En pratique, cela suppose d'organiser des séminaires sur la démocratisation pour présenter, entre autres, les systèmes juridiques, administratifs et parlementaires du Japon en précisant leur historique, leur état actuel et les expériences accumulées ; l'accueil de participants à des formations dans le domaine de la gestion d'une économie de marché et de la gestion administrative ; la fourniture de conseils sur la politique à mener par l'envoi de missions d'experts.

● Subventions aux agriculteurs défavorisés (KR 2)

Forme d'aide financière non remboursable en faveur de projets visant à augmenter la production alimentaire de pays en développement et de contribuer à leur autosuffisance. Appelée « Aide à l'augmentation de la production alimentaire » jusqu'à l'exercice 2004, elle permet entre autres la mise à disposition d'engrais, de produits chimiques et d'engins agricoles.

T

● Transfert de technologie

Grâce à l'enseignement et à la formation, des organisations et des individus transfèrent des compétences particulières à d'autres organisations et individus afin d'assurer l'assimilation et la diffusion de la technologie ainsi transmise. Dans le cas de la coopération internationale, le transfert est généralement réalisé par un pays ou une entreprise possédant les techniques perfectionnées de production et de gestion nécessaires au développement d'un pays en développement.

Sources

- Agence japonaise de coopération internationale, *Kokusai Kyoryoku Yogyo Shu Daisanpan (Glossaire des termes de la coopération internationale, troisième édition)*, International Development Journal Co. Ltd.
- Fonds de coopération économique du Japon, *Keizai Kyoryoku Yogyo Jiten (Dictionnaire des termes de la coopération économique)*, Toyo Keizai Inc.
- Bureau de la coopération économique, ministère des Affaires étrangères, *ODA Hakusho (Livre blanc sur l'APD)*, Imprimerie nationale
- Documents de l'Agence japonaise de coopération internationale et page d'accueil du site de la JICA

Bibliographie de l'APD (établie par la JICA)

■ Études thématiques et sectorielles

Stratégie de l'aide

- *Progress with Public-Private Partnership Projects in Developing Countries* (2005)
- *Capacity Development and JICA's Activities* (2003)
- *The OECD/DAC's New Development Strategy: Report of the Issue-wise Study Committee for Japan's Official Development Assistance* (Vol. 1: Overview; Vol. 2: Sectoral Studies; Vol. 3: Country Studies) (1998)

Gouvernance

- *Roads to Democracy and Governance* (2003)
- *Government Decentralization Reforms in Developing Countries* (2001)
- *Participatory Development and Good Governance: Report of the Aid Study Committee* (1998)

Consolidation de la paix

- *The Promotion of Reconciliation and Peacebuilding Process through Development Aid Programmes in Timor-Leste* (2005)
- *Peace-Building and the Process of Disarmament, Demobilization, and Reintegration: The Experiences of Mozambique and Sierra Leone* (2004)
- *Research Study on Peacebuilding* (Executive Summary) (2002)

Réduction de la pauvreté

- *International Labor Migration and its Effect on Poverty Reduction Critical Review on the Current Literature* (2006)
- *Poverty Reduction and Human Security* (2005)
- *Articles of PRSP and Aid Coordination* (2004)
- *Approaches for Systematic Planning of Development Projects (Poverty Reduction)* (2004)
- *Rethinking Poverty Reduction: PRSP and JICA* (2001)

Efficacité de l'aide

- *Participatory Evaluation and International Cooperation* (2001)
- *The Impact Analysis of Technical Assistance on Human Resources Development: Ubon Institute for Skill Development (UBISD) in Thailand* (1999)
- *Local Development and the Role of the Government: Report of the Issue-wise Study Committee for Development Assistance* (1997)

Gestion de l'eau et des catastrophes

- *The Study on Development Assistance in Water Sectors: Response to Water Problems in Developing Countries (Summary: Issues and Proposals)* (2002)

Environnement

- *Supporting Capacity Development in Solid Waste Management in Developing Countries -Towards Improving the Solid Waste Management Capacity of an Entire Society-* (2005)
- *Development Assistance for the Environment (Summary)* (2001)
- *The Second Study on Development Assistance for the Environment (Summary)* (2001)

Santé/Planning familial/Sécurité sociale

- *Japan's Experiences in Public Health and Medical Systems* (2005)
- *Development of Japan's Social Security System -An Evaluation and Implications for Developing Countries-* (2004)
- *Second Study on International Cooperation for Population and Development -New Insights from the Japanese Experience-* (Executive Summary) (2003)
- *Socio-Epidemiological Study on HIV-Related*

Behaviour among Young People in Mauritius (2003)

- *A Study of the Effectiveness of the Integrated Management of Childhood Illness (IMCI) Program Developed by WHO and UNICEF as a Key Strategy of Child Survival in Developing Countries* (2002)
- *Study on Okinawa's Development Experience in Public Health and Medical Sector* (2000)
- *The Study on the Participation of Japanese Disabled People in International Cooperation Programs* (1997)

Éducation

- *Post-Conflict Reconstruction of Education and Peace Building: Lessons from Okinawa's Experience* (2006)
- *The History of Japan's Educational Development* (2004)

Développement économique et infrastructures

- *ICT Policy Reform and Rural Communications Infrastructure -Bridging Digital Divide through Private Sector Development* (2005)
- *A New Dimension of Infrastructure <Includes «Transportation» and «ICT»>* (2004)
- *Information Revolution in Development Assistance (Executive Summary)* (2001)
- *Support Mechanisms for SMEs and Subcontracting in Indonesia* (2001)

Approches pour la planification systématique des projets de développement

- *Approaches for Systematic Planning of Development Projects: Urban and Regional Development* (2006)
- -id.- *Water Resources* (2005)
- -id.- *Agricultural and Rural Development* (2005)
- -id.- *Reproductive Health* (2004)
- -id.- *Higher Education* (2004)
- -id.- *Trade and Investment Promotion* (2004)
- -id.- *Poverty Reduction* (2004)
- -id.- *Information and Communication Technology* (2004)
- -id.- *Basic Education* (2002)
- -id.- *Rural Development* (2002)
- -id.- *Anti-HIV/AIDS Measures* (2002)
- -id.- *Promotion of Small and Medium Enterprises* (2002)

■ Études de l'aide par pays et par région

Remarques : tous les rapports sont rédigés à l'origine en japonais ; ceux qui sont disponibles en anglais, en espagnol ou en portugais sont signalés respectivement par un (E), un (S) ou un (P).

Asie de l'Est

- *The Second Country Study for Japan's Official Development Assistance to the People's Republic of China* (1999)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to Mongolia* (1997)

Asie du Sud-Est

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Kingdom of Thailand* (2003) (E)
- *JICA Country Study for Japan's ODA: The Kingdom of Cambodia* (2002)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Indonesia (Summary)* (2000)
- *The Second Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of the Philippines* (1999)
- *The Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Lao People's*

Democratic Republic (1998)

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Socialist Republic of Viet Nam* (1995) (E)

Asie du Sud-Ouest

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Islamic Republic of Pakistan* (2003) (E)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Kingdom of Nepal* (2003) (E)
- *The Second Country Study for Japan's Official Development Assistance to India* (1995)

Amérique latine

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Bolivia* (2004) (E) (S)
- *Country Study for Japan's Development Assistance to the Federative Republic of Brazil* (2002) (E) (P)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Cuba* (2002) (E) (S)
- *The Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Peru* (1998)

Moyen-Orient

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Hashemite Kingdom of Jordan* (1996)

Afrique

- *The Study on Japan's Official Development Assistance to Southern African Countries* (2000)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the United Republic of Tanzania* (1997)
- *Étude par pays de l'aide publique au développement du Japon à la république du Sénégal* (1995)
- *The Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Ghana* (1995)

Europe

- *Regional Study for Japan's Official Development Assistance to Central and Eastern Europe* (2003) (E)

■ Comptes rendus de séminaires

- *International Symposium on Capacity Development and Aid Effectiveness* (2003)
- *Capacity Development and JICA's Activities* (2003)
- *Policy and Strategies on Tuberculosis Control* (2002)
- *JICA International Symposium on «the Roles of ODA and NGOs in Supporting and Strengthening Democratic Institutions in Developing Countries»* (2001)
- *International Seminar on Basic Education and Development Assistance in Sub-Saharan Africa* (1997)

■ Périodiques

- *Technology and Development* (1988-2005)

■ Informations générales sur les pays et les projets

- Site Web de la JICA : <http://www.jica.go.jp/english/index.html>

Remarque : consultation des publications et des documents ci-dessus ainsi que d'autres rapports sur le site Internet de la JICA ou sur place, à la Bibliothèque de la JICA située dans l'Institut de coopération internationale (Ichigaya, Shinjuku-ku, Tokyo).

Note pour les utilisateurs du CD-ROM

Le CD-ROM intitulé « Japan International Cooperation Agency, Annual Report 2006, Statistical Appendix » inclus dans le présent rapport annuel de la JICA contient la version anglaise des données statistiques de l'exercice 2005 et des données statistiques cumulées des exercices précédents de la JICA, sous l'ancien et le nouveau statut.

1 Présentation du CD-ROM

Le CD-ROM contient les éléments suivants :

- Readme.txt *1
- Data (Folder) ** *3

- *1 Le suffixe « .txt » indique qu'il s'agit d'un fichier texte.
*2 Les statistiques de la JICA pour l'exercice 2005 figurent dans le dossier « Data ».
*3 Le fichier « ann2006f.pdf » contient la liste des projets mis en œuvre au cours de l'exercice 2005. Pour le lire, vous devez disposer

du logiciel Adobe Reader.

Le CD-ROM est une application auto-exécutable faisant appel à l'outil de développement FileMaker Pro Runtime (éléments logiciels : ©1984-2006 FileMaker, Inc., Tous droits réservés).

Le dossier « Data » contient de multiples fichiers. Tous ces fichiers sont nécessaires pour lire le CD-ROM. Avant d'utiliser les données, copier l'ensemble des fichiers et dossiers du CD-ROM sur le disque dur.

Pour plus d'informations, lire le fichier « Readme.txt » sur les données et leur utilisation.

★ Pour une simulation, ouvrir l'application « Menu EXE » et cliquer sur le bouton « Help » dans « Main Menu »

2 Configuration requise

Ce CD-ROM est hybride (HFS, ISO 9660 Level 1) et peut être utilisé sur PC (Windows) et Macintosh. Suivant le système dont vous disposez, la configuration est la suivante :

Windows

- PC 486/33 doté d'un processeur Intel
- 128 Mo de mémoire vive (RAM)
- Disque dur disposant au moins de 60 Mo d'espace libre
- Lecteur de CD-ROM
- Windows 2000 ou une version ultérieure, avec Internet Explorer 5.0 ou une version ultérieure

Remarque : si l'application ne fonctionne pas avec un compte utilisateur sous Windows 2000 ou Windows XP, réessayer avec un compte administrateur.

Macintosh

- Power Macintosh ou Mac OS avec un processeur PPC 601 ou plus
- 128 Mo de mémoire vive (RAM) au minimum
- Disque dur disposant au moins de 60 Mo d'espace libre
- Lecteur de CD-ROM
- Système 8.1 ou version ultérieure

Remarque : compatible avec Mac OS X

3 Exécution des fonctions « Application » et « Search »

Windows / Macintosh

Double-cliquer sur « Menu EXE » dans le fichier « Data » pour afficher le menu principal. Pour plus d'informations sur la manière d'effectuer une recherche, consulter le menu « Help ». Lire également le fichier « Readme.txt ».

4 Droits d'auteur

- 1) Les données figurant sur le CD-ROM sont déposées par l'Agence japonaise de coopération internationale.
- 2) Microsoft, Microsoft Windows et le système d'exploitation Windows sont des marques de commerce enregistrées ou déposées par Microsoft Corporation aux États-Unis et/ou dans d'autres pays.
- 3) Apple, Macintosh, Mac, Mac OS et Power Mac sont des marques déposées de Apple Computer, Inc., Tous droits réservés.
- 4) Le logo du dossier de fichiers est une marque déposée de FileMaker, Inc. et FileMaker est une marque enregistrée de FileMaker, Inc.
- 5) Tous les autres noms de produits ou de marques sont déposés ou enregistrés par les sociétés correspondantes.

L'Agence japonaise de coopération internationale et FileMaker, Inc. déclinent toute responsabilité concernant la validité et la fonctionnalité du logiciel et des données contenues sur ce CD-ROM, et pour tout dommage pouvant résulter de son utilisation.

La reproduction du logiciel et/ou des données figurant sur ce CD-ROM est interdite sans autorisation préalable.

Note pour l'interprétation des « Statistical Data » (données statistiques) du CD-ROM

1 Critères pour l'agrégation des données et pour le calcul des statistiques

- 1) Les données des tableaux s'appuient sur les critères statistiques de la JICA.
- 2) Les résultats concernent la période comprise entre le 1^{er} avril 1952 et le 31 mars 2006.
- 3) L'année fiscale japonaise court du 1^{er} avril au 31 mars.
- 4) Les noms des pays employés dans le CD-ROM sont ceux utilisés par la JICA.
- 5) Le choix des domaines, au nombre de 20, est régi par les critères statistiques de la JICA.
- 6) Les données sont réparties en six zones géographiques : « Asia » Asie, « Middle East » Moyen-Orient et Maghreb, « Africa » Afrique, « North America and Latin America » Amérique du Nord et Amérique latine, « Oceania » Océanie, et « Europe ».

Remarques :

- a. Depuis l'exercice 1999, la zone « Europe » n'intègre plus les huit pays d'Asie centrale et de Transcaucasie transférés dans la zone « Asia ». Aussi, selon l'exercice, les résultats de ces pays figurent dans l'une ou l'autre de ces deux régions.
 - b. La zone « Middle East » s'étend à l'ouest de l'Afghanistan et au nord du Sahara qui délimite la zone « Africa ».
- 7) Les programmes de la JICA sont classés en 26 catégories : (a) « Acceptance of technical training participants » accueil de participants à une formation technique, (b) « Dispatch of technical cooperation experts » envoi d'experts de la coopération technique, (c) « Development studies projects » études de développement, (d) « Provision of technical cooperation equipment » fourniture d'équipements pour la coopération technique, (e) « Project-type Technical cooperation » coopération technique de projet-type, (f) « Welfare of experts » bien-être des experts, (g) « Aid-personnel recruitment and training » recrutement et formation de personnel d'aide, (h) « Development cooperation » coopération pour le développement, (i) « Dispatch of Japan Overseas Cooperation Volunteers » envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger, (j) « Grant Aid Projects » projets de coopération financière non remboursable, (k) « Emigration Program » programme d'émigration, (l) « Youth Invitation Program » programme d'invitation de jeunes adultes, (m) « Disaster relief activities » secours en cas de catastrophe, (n) « Program formulation » formulation de programmes, (o) « Follow-up activities » activités de suivi, (p) « Technical cooperation projects » projets de coopération technique, (q) « Public participation based cooperation » coopération basée sur la participation du public, (r) « Project/Program evaluation » évaluation de projets et de programmes, (s) « Overseas development study » études de développement à l'étranger, (t) « Natural resource development study » études de base sur le développement des ressources naturelles, (u) « Overseas agricultural development study » études de développement sur le secteur agricole à l'étranger (v) « Non-grant technical cooperation » coopération technique à la charge du pays bénéficiaire, (w) « Expenses for operation support » dépenses pour le soutien des opérations, (x) « Expenses for domestic offices » dépenses pour les antennes régionales au Japon, (y) « Expenses for overseas offices » dépenses pour les bureaux de représentation à l'étranger, (z) « Overseas education for science education » enseignement à l'étranger pour l'enseignement des sciences.
 - 8) Les programmes sont regroupés selon huit types d'activité : (a) « Acceptance of technical training participants » accueil de participants à une formation technique, (b) « Dispatch of experts » envoi d'experts, (c) « Dispatch of study teams » envoi de membres de missions d'étude, (d) « Dispatch of JOCV » envoi de JOCV, (e) « Dispatch of other volunteers » envoi d'autres volontaires, (f) « Provision of equipment » fourniture d'équipements, (g) « Emigration service » service d'émigration, et (h) « Others » autres.
 - 9) Le nombre total de personnes ayant participé aux programmes est la somme de toutes les personnes qui ont participé au cours de chaque exercice depuis le début du programme de coopération. Les résultats d'un exercice donné incluent le nombre de stagiaires accueillis au Japon durant l'exercice (« New participants » nouveaux participants), d'experts

nouvellement affectés (« New experts » nouveaux experts), de membres de missions d'étude envoyés à l'étranger (« New study team members » nouveaux membres de missions d'étude), de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (« New members of JOCV » nouveaux JOCV) et de personnes nouvellement émigrées (« New Japanese emigrants » nouveaux émigrés japonais). Suivant ce principe, le nombre de personnes en poste à l'étranger ou séjournant au Japon pendant plusieurs années consécutives (par exemple, l'exercice donné, le suivant et le prochain) est comptabilisé au titre des résultats de l'année de l'affectation outre-mer ou de l'arrivée au Japon et n'est donc pas comptabilisé dans les résultats des autres années (par exemple, l'exercice suivant ou le prochain).

- 10) Les résultats pour l'exercice 2005 intègrent le nombre de personnes arrivées au Japon ou envoyées à l'étranger et poursuivant les activités démarrées durant l'exercice précédent (à l'exclusion des émigrés).
- 11) Les dépenses relatives à l'envoi de missions d'étude dans plusieurs pays figurent dans la colonne « Unclassified » (non classé) depuis l'exercice 1954, excepté toutefois entre l'exercice 1974 et l'exercice 1993, période durant laquelle elles étaient divisées par le nombre de pays concernés et ajoutées aux résultats par pays.
- 12) Les dépenses se rapportant à la formation au Japon de stagiaires étrangers à la demande d'organisations internationales ont été affectées aux résultats des pays en développement bénéficiaires entre l'exercice 1952 et l'exercice 1979, puis incorporées dans la colonne « International organizations » (organisations internationales).
- 13) Suite à un examen réalisé durant l'exercice 1987, la ventilation des résultats relatifs aux îles du Pacifique territoire des États-Unis et à l'île de Yap a été ainsi modifiée :
 - a. L'ensemble des résultats antérieurs à l'exercice 1981, notamment le nombre de personnes et les dépenses pour les îles du Pacifique territoire américain ont été incorporés dans les données concernant les îles Mariannes, les îles Marshall et les États fédérés de Micronésie.
 - b. Les résultats relatifs à l'île de Yap sont distincts avant l'exercice 1964, ensuite ils sont englobés dans les données concernant les États fédérés de Micronésie.

2 Résultats par pays

- 1) Les résultats par pays sont répartis par programme et par secteur.
- 2) Les résultats des programmes de coopération intrarégionale sont indiqués dans la colonne « Unclassified » (non classé), alors que la dénomination « Unclassified international » (non classé international) fait référence aux résultats des programmes de coopération réalisés dans plusieurs régions.
- 3) Le nombre de personnes accueillies au Japon ou envoyées à l'étranger à la demande d'organisations internationales est ventilé par pays et par organisation internationale et ne figure pas dans les résultats de la coopération bilatérale.

3 Abréviations

E/N « Exchange of Notes » (EN, Échange de notes)

Peut être défini comme une sorte de traité dans son acception la plus répandue. Il consiste en un échange de notes verbales entre au moins deux pays ou organisations internationales. Le contenu du programme d'aide est spécifié dans les notes élaborées par les autorités du pays donateur et du pays en développement bénéficiaire. Par l'échange de notes, les deux gouvernements s'engagent à s'acquitter de leurs obligations respectives en vue d'assurer la bonne exécution d'un projet de coopération financière non remboursable.

R/D « Record of Discussions » (PVD, Procès-verbal des discussions)
Le PVD est rédigé par la JICA et l'organisme partenaire du pays en développement, avant le démarrage d'un projet de coopération technique. Ce document définit le contenu du projet de coopération. Il est signé par un représentant de chacune des deux parties intervenant dans le projet.

Agence japonaise de coopération internationale Rapport annuel 2006

Impression Pierre Trollé Imprimerie
Juillet 2007

Traduction Claude Checconi et Sabine Sirat

Sous la direction du Bureau de la JICA en France
8, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, France
Tél : + (33) (01)-40 20 04 21

<http://www.jica.go.jp/france/french/index.html>

© Agence japonaise de coopération internationale, 2006

Japan International Cooperation Agency
Annual Report 2006 Statistical Appendix

COMPAQ
disc
MADE IN CHINA

© Japan International
Cooperation Agency 2006


JICA



Agence japonaise de coopération internationale
<http://www.jica.go.jp/>